



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 22 février 2018**

-----

**PROCES-VERBAL**

### **Monsieur le Président**

Je propose Fabien ABERT comme secrétaire de séance, en l'absence de Mademoiselle BODKIN. Je vais me livrer à l'exercice de l'appel, ce qui me permettra de me remémorer de façon précise la composition du Conseil de Métropole.

*Monsieur le Président procède à l'appel.*

### **Monsieur le Président**

Le quorum est atteint et nous pouvons valablement délibérer.

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

### **Monsieur le Président**

J'ai plusieurs choses à vous dire en introduction de ce Conseil. Vous avez sur vos tables un document qui traite du marathon de Montpellier ainsi que le *Mag* du 2 février 2018.

J'ai plusieurs informations à vous communiquer. Je rappelle que j'avais, de votre part et de la part du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, expédié le livre concernant Montpellier Métropole Territoires à l'ensemble des ministres et au Président de la République. J'ai reçu un certain nombre de courriers de réponse de leur part. Des courriers de remerciement, en particulier du Président de la République mais aussi d'autres ministres. Je vous lirai le courrier de Madame la Ministre des Transports puisque, en ce moment, ses courriers revêtent un caractère historique important. Elle nous remercie. Et elle indique que : « *Montpellier Méditerranée Métropole fait preuve d'un dynamisme qui profite à l'ensemble de la Région et qui doit servir de modèle à l'ensemble des agglomérations françaises. J'aurai plaisir à me rendre directement compte de votre démarche à l'occasion d'un prochain déplacement.* ». Je remercie tous les ministres, et le Président de la République, et en particulier Madame la Ministre des Transports.

Sur la politique agro écologique, nous avons écrit au Ministre de l'agriculture, Monsieur Stéphane TRAVERT qui nous a aussi envoyé un courrier de remerciement et de prise en compte de la politique agro écologique de Montpellier Méditerranée Métropole.

Je voudrais également vous faire part de plusieurs informations qui traitent de l'actualité récente. Nous avons obtenu du gouvernement des avancées dans le cadre de la police de sécurité du quotidien. Cela intéresse le Conseil de Métropole puisque les quartiers de politique de la ville sont de la compétence de la Métropole même s'ils sont tous situés sur la ville de Montpellier. Pour les effectifs de police, le quartier Mosson en particulier est concerné. Pour ce qui concerne la gendarmerie, la zone de gendarmerie intéresse plusieurs communes de la Métropole. Nous avons reçu la visite du ministre Gérard COLLOMB. Il nous a proposé 21 policiers nationaux qui vont venir s'installer rapidement sur le quartier Mosson. Il a également proposé 26 gendarmes supplémentaires qui seront installés dans la zone de gendarmerie d'ici 2022 puisque nous avons été choisis comme la première ville à expérimenter la police de sécurité du quotidien, ce qui nous permet d'obtenir les effectifs que j'avais tant espérés sous une autre mandature. Je remercie donc le Ministre de l'intérieur d'avoir passé une journée complète en notre compagnie sans avoir ménagé ses efforts.

Je remercie également Madame Frédérique VIDAL, Ministre de l'enseignement supérieur. Qui a positionné Montpellier parmi les trois villes sur le campus innovation, avec Strasbourg, Rennes, et Montpellier. Chaque fois que Montpellier est proposée par le gouvernement, j'en suis heureux. Car cela fait très longtemps que ce n'était pas arrivé. Permettez-moi donc de remercier le gouvernement, le Président de la République, et l'ensemble des ministres.

J'ai également reçu une lettre d'Emmanuel MACRON. Suite au courrier que je lui ai envoyé traitant de l'évolution du statut des Métropoles. Vous savez que le gouvernement a souhaité réfléchir sur l'évolution du statut métropolitain, c'est-à-dire réfléchir sur la possibilité que nous avons de devenir, à terme, des institutions comparables à celle de Lyon. Cela permettrait d'avoir, sur le territoire de la Métropole, des compétences départementales, et la fiscalité adaptée, comme à Lyon. Il a reçu le courrier de demande d'intégrer les Métropoles expérimentales à ce sujet et m'a répondu que je pouvais m'adresser aux services de l'Élysée pour en discuter. Je ne vais pas manquer de le faire.

Nous avons également candidaté dans le cadre du plan « Logement d'abord », qui est un projet gouvernemental qui a pour but de créer du logement d'urgence notamment sur les métropoles où il manque beaucoup de logements d'urgence.

Pour en avoir discuté avec le Préfet de l'Hérault, j'ai bon espoir que notre demande sera prise en considération. Mais attendons de voir.

Enfin, je voudrais vous faire part des dernières statistiques qui concernent le logement social que nous avons reçues ce matin d'ACM Habitat. Il s'agit de l'état des demandes de logements sociaux sur Montpellier Méditerranée Métropole. Vous pouvez voir l'accroissement des demandes. Nous étions à 21 000 en 2014 et à 24 000 en 2017. Nous avons donc 24 000 demandes de logements sociaux sur la Métropole ce qui représente 67 % des demandes dans le département de l'Hérault. Si vous le rapportez à l'exercice et aux compétences de la solidarité, vous comprendrez aisément que nous attendons du Département une grande solidarité avec la Métropole. Ce chiffre se suffit à lui-même.

Enfin, je voudrais être solidaire du Département de l'Hérault et de mon ami Kléber MESQUIDA, qui a saisi le Conseil d'État pour le LIEN. J'ai sous les yeux le communiqué de presse du Département de l'Hérault. Et je soutiens totalement la démarche du Département. Le LIEN est fondamental. Nous avons voté unanimement un vœu, dans cette assemblée. En effet, les trajets ont été proposés et, ensuite, il y a eu des allers-retours juridiques qui font que, aujourd'hui, le Département de l'Hérault s'est pourvu en cassation. Je soutiens cette démarche parce que le LIEN est fondamental pour toute la Métropole. Il permet d'assurer la connexion Nord et le désengorgement Nord de la Métropole, entre les deux futurs contournements, Est et Ouest. Il a été prévu pour cela. Et cela fait 30 ans que cela dure. Il faut donc être raisonnable. Donc, je compte sur vous pour dire à Kléber MESQUIDA que sur ce dossier, comme sur beaucoup d'autres, je le soutiens complètement.

## **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Nous allons maintenant passer à l'ordre du jour. Il comporte 49 affaires. Je vous propose, de présenter en début de Conseil l'affaire numéro 7, qui traite des relations entre Toulouse et Montpellier. Et je salue la présence de François CHOLLET et de Max LEVITA qui, tous les deux, travaillent au rapprochement entre nos deux Métropoles occitanes. Je leur donnerai donc la parole au moment de cette affaire.

Ensuite, une affaire supplémentaire est proposée, qui traite de la participation au congrès franco-marocain de pathologies du sommeil, qui sera donc l'affaire 50.

Je vous propose donc de vous prononcer sur l'ordre du jour qui comporte désormais 50 affaires.

### **Isabelle TOUZARD**

C'est juste une question qui n'est pas à l'ordre du jour, mais une remarque concernant le fonctionnement de notre groupe « Coopération Métropolitaine ». Nous avons demandé, comme le règlement le permet, un secrétaire et un secrétariat. Nous sommes toujours en attente. Merci. Ça fait 6 mois...

### **Monsieur le Président**

Vous savez que j'ai un grand frère, qui est le Conseil Départemental. Monsieur GRAND, soyez sage, ne m'interrompez pas, sinon, je vous mets au piquet.

Je fais voter l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

### **Jean-Pierre GRAND**

Pour la bonne information de nos collègues de Toulouse, je voudrais dire qu'une fois encore, un courrier personnel, qui m'a été adressé ici (car je n'ai jamais été dans l'exécutif avant, et qu'il ne peut donc pas y avoir d'erreur), est ouvert.

### **Monsieur le Président**

C'est vous qui l'avez ouvert !

### **Jean-Pierre GRAND**

Bien sûr...

### **Monsieur le Président**

Je vous connais !

**Jean-Pierre GRAND**

Monsieur le Président, ce petit jeu doit cesser. Les courriers doivent rester personnels.

**Monsieur le Président**

Prenez la parole pour être constructif, Monsieur GRAND. Vous êtes sénateur de la République.

**Jean-Pierre GRAND**

Je vais l'être dans deux secondes. On n'ouvre pas les courriers !

**Monsieur le Président**

Vous récupérez en permanence des brouilles. *De minimis non curat praetor.*

**Jean-Pierre GRAND**

Il faut respecter les principes élémentaires de la démocratie. Je n'en dirai pas plus, mais d'autres collègues avaient fait la remarque lors d'autres Conseil. Aujourd'hui, j'en suis victime et je le signale.

**Monsieur le Président**

Une victime ?

**Jean-Pierre GRAND**

Je trouve qu'ouvrir le courrier des gens c'est insupportable. Ce n'est pas ce qu'il y avait dedans qui est important mais le principe de l'ouvrir. En plus, on montre bien qu'on l'a ouvert puisque l'on met des tampons dessus. C'est vraiment nous prendre pour rien du tout.

Je voudrais, Monsieur le Président, rebondir sur ce que vous venez de dire tout à l'heure concernant l'évolution des Métropoles. Je crois effectivement et je l'ai demandé au gouvernement, car c'est un débat que nous allons ouvrir au sénat. Il est important de faire aujourd'hui un point d'étape sur les 13 Métropoles qui ont été créées en dehors de l'aspect automatique de la loi MAPTAM, permettant à l'État, par simple décret, de décider des Métropoles. J'avais fait partie de ceux qui s'étaient beaucoup battus pour que Montpellier Méditerranée Métropole et les autres puissent devenir Métropoles avec l'accord des maires qui composent la Métropole. Ce sujet m'intéresse naturellement.

**Monsieur le Président**

Avez-vous déposé un amendement pour la loi MAPTAM ? Cela m'a échappé.

**Jean-Pierre GRAND**

Il y a beaucoup de choses qui vous échappent malheureusement

**Monsieur le Président**

Vous n'avez rien fait pour la loi MAPTAM. Ne racontez pas de bêtises à vos collègues. Monsieur GRAND, la seule de parlementaire qui a déposé un amendement est Madame LE DAIN. Pas vous !

**Jean-Pierre GRAND**

Est-ce que vous faites partie des gens qui lisent un peu le journal officiel ? Est-ce que vous êtes informé ? Est-ce que vous avez un cabinet parlementaire pour savoir tout cela ? Si vous voulez que je vous dise tout ce que j'ai fait concernant les textes sur la Métropole et les collectivités, nous y serons jusqu'à demain matin.

**Monsieur le Président**

C'est pour cela que l'on va abréger.

**Jean-Pierre GRAND**

Je veux également vous dire, Monsieur le Président, qu'à partir du moment où vous ouvrez le débat, sur l'extension de la Métropole....

**Monsieur le Président**

Cela n'a rien à voir ! Ce n'est pas l'extension de la Métropole, c'est l'évolution du statut interne en termes de fiscalité.

**Jean-Pierre GRAND**

Arrêtez, vous n'avez pas dit cela ! Vous parliez de Lyon par rapport au Département. Je vous dis tout de suite, qu'avant de faire cela, car tout peut être envisagé et il est possible de réfléchir sur un sujet comme celui-là...

**Monsieur le Président**

Vous allez faire un comité, comme pour le stade...

**Jean-Pierre GRAND**

Le gouvernement devra avant prendre toute la mesure du fonctionnement des Métropoles. Le débat sera intéressant et j'y participerai avec beaucoup d'ardeur.

**Monsieur le Président**

Très bien. C'est intéressant, comme réflexion. Je vous remercie.

**Audrey LLEDO**

Je voulais juste apporter un petit éclairage à Monsieur GRAND. Figurez-vous que moi aussi j'ai été très surprise de trouver mon courrier ouvert. J'ai posé des questions à qui de droit, et la réponse a été claire : la consigne, à Montpellier, est d'ouvrir le courrier des élus. Ce sera tout.

**Monsieur le Président**

C'est bien, vous applaudissez le Front National. Je vous félicite d'applaudir le Front National. Il y a une belle photo dans la gazette, ce matin. Je félicite les journalistes.

**Jean-Pierre GRAND**

Ce sont des méthodes qui se rapprochent de celle du Front National....

**Monsieur le Président**

Je vous rappelle que, théoriquement, sur les informations du Président, la parole n'est pas donnée à la salle. Mais nous sommes tellement démocrates... et cela me fait plaisir. Car, sinon, on s'ennuie...

**Cyril MEUNIER**

Madame TOUZARD, en tant que présidente du groupe, vous a posé une question concernant notre secrétariat. Concernant donc les bureaux, les moyens et le secrétaire. Vous avez répondu : « *Je n'ai qu'un grand frère, le Département.* » C'est la seule réponse. Pour quelqu'un qui n'est pas forcément assez éclairé, peut-être notre invité toulousain, cela veut dire que votre groupe, d'après vous, n'a pas eu les moyens au Département. Vous ne lui donnerez pas à un groupe qui n'a rien à voir avec le Département, ici. Un groupe qui ne représente pas le Département et qui vous demande la même chose.

**Monsieur le Président**

Je vais donner la parole à Madame DRAY, présidente dudit groupe au département, pour qu'elle vous réponde puisque vous n'avez pas eu l'occasion de faire preuve de courage dans l'enceinte départementale pour aller au secours d'un groupe qui n'avait pas de moyens.

**Cyril MEUNIER**

Laissez-moi finir, Monsieur le Président. Étant moi-même conseiller Départemental, du groupe majoritaire de Kléber MESQUIDA, je rappelle que le groupe qui vous représente au Département a des locaux, un ordinateur, des tablettes, contrairement à ce que vous avez dit, et a eu des propositions en interne de secrétaire, dont une personne qui s'était volontairement proposée pour pouvoir être secrétaire du groupe. À l'heure actuelle, la réponse n'a pas été donnée au Président du Département pour savoir si vous souhaitiez cette personne.

Je tenais à cette occasion à vous dire que le groupe « Coopération métropolitaine », n'impose aucune personne pour son secrétariat et accepte volontiers tout volontaire du personnel de la Métropole qui est déjà embauché, car nous ne souhaitons pas mettre des moyens supplémentaires à la charge de la Métropole pour le fonctionnement de notre groupe. Si quelqu'un, au sein du personnel de la Métropole, veut remplir ces tâches de secrétariat, il sera le bienvenu et nous ne ferons aucune enquête particulière pour savoir si vous nous l'envoyez de manière très particulière. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire de Lattes. Madame DRAY, vous avez été mise en cause, puisque vous présidez le groupe « Citoyens En marche et apparentés » du Département de l'Hérault, riche de 8 conseillers départementaux, c'est-à-dire la deuxième force du Département.

**Cyril MEUNIER**

Excusez-moi, à quel moment ai-je mis en cause Madame DRAY-FITOUSSI, avec laquelle je m'entends très bien, sur le comportement du Département ? Je rappelle juste ce qui s'est passé au Département. Michèle, tu peux répondre, avec grand plaisir, mais, je ne te mets pas en cause. Je n'ai aucune agressivité vis-à-vis de Madame DRAY-FITOUSSI.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas à vous de donner la parole à Madame DRAY, c'est à moi. Ne vous trompez pas. Quand vous serez là, vous donnerez la parole à qui vous voulez. Ce n'est pas tout de suite.

Madame DRAY, répondez donc à Monsieur MEUNIER qui parle du Département dans l'enceinte de la Métropole alors qu'il ne pipe mot à l'intérieur de l'enceinte départementale.

**Michèle DRAY-FITOUSSI**

Je m'excuse d'abord de cette petite digression à l'intérieur de l'assemblée métropolitaine sur le fonctionnement de notre groupe au Département. Mais il y a quand même des choses qui doivent être dites, et redites, parce que cela ne fait que trois ans moins 15 jours que nous les répétons. D'une part, nous avons effectivement des tablettes, depuis que nous avons été élus car, bien évidemment, nous en avons besoin pour suivre les débats de l'assemblée. Petite parenthèse, de temps en temps, on ne peut plus suivre les délibérations, car elles disparaissent des tablettes.

**Monsieur le Président**

N'entrez pas dans le détail, ce serait mesquin. Allez à l'essentiel.

**Michèle DRAY-FITOUSSI**

D'autre part, au bout de deux ans et neuf mois de mandature, nous avons enfin eu un ordinateur. Dans un bureau. Qui est vide. Donc, le téléphone sonne dans le vide puisque nous n'avons pas de secrétaire. Nous n'avons pas de secrétaire, parce que nous avons refusé, à plusieurs reprises, par oral d'avoir quelqu'un en interne. Nous souhaitons avoir quelqu'un en externe pour un problème de confiance absolument évident, dans la mesure où tout ce qui se passe et se fait au Département dès que nous arrivons est transmis dans les 35 secondes à qui de droit. Donc, je veux quelqu'un d'extérieur. Cela fait trois ans que nous fonctionnons sans moyens de groupe. Et je rappelle, pour terminer, que nous avons voté pour le Président MESQUIDA, en avril 2015, pour qu'il soit élu Président du Département.

**Monsieur le Président**

Nous n'allons pas traiter les affaires du Conseil général ici. Chacun s'est exprimé. Cela suffit. Je soutiens le Président MESQUIDA sur son pourvoi en cassation pour le LIEN. On ne va pas déployer une polémique qui n'aurait pas lieu d'être. Sur les gros dossiers, vous le savez, souvent, nous sommes d'accord.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité.

L'unanimité, cela vous plaît non ? Monsieur GRAND, quand vous serez à la tête de l'institution, vous ferez voter. Quand vous aurez été élu Maire de Montpellier, puisque vous êtes candidat... Vous serez peut-être Président de la Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 25 JANVIER 2018****Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur PETIT.

**Éric PETIT**

Chers confrères, Monsieur le Président, je voudrais être assez rapide sur le sujet. Je souhaite revenir sur un point de ce PV.

**Monsieur le Président**

Monsieur PETIT, je m'excuse, sur la terminologie, vous nous avez appelés « confrères ». Or, nous ne sommes pas des confrères. Nous sommes des collègues. Moi, les confrères, c'est comme s'il n'y avait que des chirurgiens-dentistes.

**Éric PETIT**

À ma connaissance, on est tous élus. « Collègues » si cela vous fait plaisir. Nous allons pouvoir justement revenir sur la justesse des propos. Cela tombe très bien. C'était le sujet de mon intervention. Je ne remets pas en cause la fidélité de ce PV, mais seulement, un petit peu, la justesse. Notamment lorsque, comme vous l'avez fait il y a cinq minutes, avec Monsieur GRAND, vous avez eu une petite altercation au niveau du stade de foot futur. Vous avez précisé, ce qui est très bien précisé dans ce PV : « *Je vous rappelle le vote de la délibération, il y avait quatre abstentions, Monsieur DUDIEUZERE, Monsieur MEUNIER, Monsieur RAYMOND, et Monsieur REVOL* ». En ce qui concerne a priori le vote d'un stade de foot. Je tiens à préciser, et j'aimerais que cela soit noté dans un prochain PV, qu'en aucune manière, nous n'avons voté le fait qu'il y ait un stade de foot. Nous avons voté le fait que nous donnions mandat à la SA3M pour faire une étude de faisabilité technique et financière. Et c'est tout. Je voulais seulement revenir sur la justesse de ce propos. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Très bien. Nous mentionnerons votre intervention au procès-verbal.

Qui est contre ? Qui est pour ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal du 25 janvier 2018 est adopté à l'unanimité.

**APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Le Conseil prend acte de ces décisions.

**AFFAIRE N° 7 : ACCORD DE COOPERATION TOULOUSE METROPOLE - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BILAN 2017 ET PERSPECTIVES 2018**

*MM. R. YOUSSEF et A. LARUE entrent en séance.*

*Mme. P. MIRALLES sort de séance donnant pouvoir à Mme A. YAGUE.*

**Monsieur le Président**

Il s'agit de vous proposer le bilan 2017 et les perspectives 2018 sachant qu'avec Jean-Luc MOUDENC, Président de Toulouse Métropole et Maire de Toulouse. Nous serons présents ensemble au MIPIM, à Cannes, pour la présentation des projets urbains des deux Métropole.

**Max LEVITA**

Un petit rappel chronologique. La ville de Montpellier a perdu son statut de capitale Régionale qui a été transféré à Toulouse. Donc, tout était prêt pour un affrontement Toulouse-Montpellier. Il a lieu, en termes rugbystiques. Le Président SAUREL a eu la sagesse, en accord avec le Président MOUDENC, d'engager un processus de dialogue, de concertation entre les deux Métropoles. On a commencé à l'été 2014, entre les Présidents des deux territoires. Pour accompagner la création de la nouvelle Région. On a signé un accord, le 30 janvier 2016, en présence du Préfet de Région et de la Présidente de la Région Occitanie. Nous nous étions engagés dans cet accord-cadre à rendre compte à chacune des deux assemblées, de ce qui a été fait au cours de l'année écoulée. C'est la présentation que nous allons faire.

**François CHOLLET**

Monsieur le Président, chers collègues, d'abord, je voudrais vous transmettre un message de sympathie, d'amitié, d'attachement, du Président de Toulouse Métropole, Jean-Luc MOUDENC.

Effectivement, Max LEVITA est venu à notre Conseil de Métropole la semaine dernière et, donc, nous allons refaire ce qui a été fait à Toulouse la semaine dernière, dans des termes identiques. Je voulais vous dire que c'est pour nous une fierté de voir cette collaboration Toulouse-Montpellier s'établir et grossir car je crois effectivement que la coopération entre nous est bien engagée. D'abord, elle est engagée entre les deux institutions. Je voudrais remercier les élus des deux Métropoles qui s'y impliquent. Je voudrais aussi remercier les directions opérationnelles, les fonctionnaires des deux Métropoles, les deux Directeurs généraux des services pour leur implication. Et je voulais dire aussi que cette coopération a un effet d'entraînement sur les acteurs économiques. Également, et cela est plus récent, je relève l'intérêt de la part de l'État, qui s'insère dans le dispositif dans le bon sens du terme, puisqu'il est venu, à travers le Préfet de Région, nous rencontrer, et nous demander de partager les choses.

Au bilan de cette première année de coopération, il y a eu des réunions de travail, une gouvernance politique et technique. Des rencontres et des échanges réguliers. Et il y a aussi, comme dernièrement au musée Fabre de Montpellier, des rencontres entre les comités de direction, qui se connaissent maintenant. Je crois que cela mérite d'être dit, car il y a un partage d'informations, un partage de savoir-faire entre les deux Métropoles. Il y a également des échanges continus sur le développement économique. Nous avons ici l'exemple qui est un exemple fort, je crois, avec cette participation bilatérale à l'IRDI, au capital-risque régional de Métropole. Il y a eu des échanges, également, sur l'organisation des pôles territoriaux, sur l'organisation des services, sur le développement culturel. Ainsi que dans les travaux de France Urbaine comme dans la participation des deux Métropoles dans les événements nationaux et internationaux, comme avec le MIPIM comme vous l'avez dit, Monsieur le Président. Il y a également les participations conjointes aux offices du tourisme métropolitain, les principaux salons spécialisés en tourisme d'affaires, sachant que vous avez la liste, ici, des salons, sur lesquels nous avons été présents conjointement. Il y a ensuite un partage de bonnes pratiques avec une journée commune sur la gouvernance et l'organisation des pôles territoriaux qui est une question aussi importante à Montpellier qu'à Toulouse. Une visite de la plate-forme de télé-services à disposition des communes. En mars 2017. Il y a également des échanges et coordinations sur les positions des deux Métropoles au sein des différents contrats, pactes, conférences territoriales d'action publique. La préparation des deux pactes, État-Métropole, qui ont été signés en janvier 2007, avec l'intégration, dans cet accord, d'un paragraphe commun écrit de façon strictement identique à Montpellier et Toulouse. Les échanges, les contributions partagées sur les volets de l'action métropolitaine du Schéma régional de développement économique et puis, aussi, une gouvernance partagée au Comité régional du tourisme puisque nous n'avons qu'un seul siège pour deux Métropoles et que nous avons décidé de faire une présidence tournante.

Un autre élément qui me paraît extrêmement important et que nous avons constaté, qui s'est progressivement développé au cours de ces dernières années, est l'effet de contagion, d'entraînement. Nous mentionnons en effet ici les deux CODEV (Conseil de Développement) qui se sont rencontrés et qui écrivent ensemble. Cela concerne également l'entraînement au niveau des chambres de commerce qui, elles aussi, ont développé des échanges, comme vous le savez. Il y a également un exemple sur le MIN, avec, non seulement une rencontre des deux directeurs récemment mais aussi l'implantation d'un grossiste montpelliérain sur le marché de Toulouse. Il y a également des échanges sur le Conservatoire de musique à rayonnement régional, le partage d'un artiste en résidence. Et puis, comme je le disais, avec l'État, à travers la préfecture de région, il y a l'engagement d'une étude sur les complémentarités et les synergies entre les deux Métropoles. Je pense que c'est un élément également extrêmement important. Nous mentionnons également, FUTURAPOLIS, ce salon magnifique de l'innovation, qui était à Toulouse et qui est maintenant à Toulouse et à Montpellier, de manière bilatérale. Je pense que c'est une très bonne chose.

Pour terminer, je ferai un zoom sur une opération qui a été extrêmement fructueuse. Il s'agit de l'opération croisée de promotion touristique les 22 et 29 avril 2017, qui avait pour but de promouvoir l'offre touristique et culturelle de chacune des Métropoles, d'essayer de déclencher le réflexe de passer un week-end à 200 km de distance pour les Toulousains comme pour les Montpelliérains. Cette opération a été pilotée par les deux offices du tourisme. Comme avec « Toulouse fait sa Comédie », avec les acteurs culturels, des animations, des jeux. Je citerai également « Destination Montpellier Méditerranée » avec des exposants, et 3000 personnes. Il s'agit là d'un grand succès pour ces manifestations, avec un retour clairement enthousiaste des acteurs publics et privés et en particulier des commerçants. Cette opération est renouvelée, sur deux jours, cette fois, puisqu'il s'agit d'un succès, à la fois à Toulouse et à Montpellier. Je sais que ces éléments apparaissent dans les agendas respectifs des deux Présidents.



## **Max LEVITA**

Je veux dire un mot sur les pistes et perspectives pour l'année 2018. Le premier point concerne, dans le cadre de nos relations avec l'État, une étude de la préfecture de région sur les synergies et les complémentarités entre Montpellier et Toulouse. Il s'agit du renforcement et du développement des coopérations entre les Métropoles et leur territoire environnant. Je crois que c'est un point très important. Les deux Métropoles ont pris conscience du fait qu'elles se développaient et que le risque est d'assécher ce qui est autour.

Les deux Présidents sont conscients de cette situation et veulent contrecarrer la pente qui peut conduire, en parallèle au développement des Métropoles, à une certaine atonie dans les périphéries. Il s'agit également de la coordination des deux Métropoles au titre de la préparation du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires), de la coordination et de la convergence dans le cadre de la convergence territoriale de l'action publique et des actions en continu en faveur du renforcement du cadencement ferroviaire entre Montpellier et Toulouse. Nous aimerions bien aller à Toulouse en moins de deux heures et les Toulousains aimeraient bien venir à Montpellier en moins de deux heures. L'autorité organisatrice est la Région. Et nous pesons donc sur la Région pour qu'elle puisse prendre cette décision. De la même manière, il y a une coordination au comité des villes pour la grande vitesse. Enfin, il s'agit de la promotion commune du tourisme urbain et d'affaires, comme on vient d'en parler pour le MIPIM.

Concernant l'économie et les relations internationales, il y a des participations concertées aux politiques régionales et aux politiques nationales avec Business France et Atout France. Nous continuons également avec une présence alternée au comité d'orientation et de suivi des projets étrangers organisé par Business France, et nous poursuivons et développons la mise en place de stands communs ou jumelés. Au niveau du tourisme, c'est la poursuite et le développement de la mise en place de stands communs, le renforcement du positionnement des deux offices métropolitains au sein du CRT (Comité Régional du Tourisme) et, enfin, le grand exploit qui sera réalisé en 2018, avec la mise à disposition réciproque d'espaces d'affichage sur le mobilier urbain des deux Métropoles pour les campagnes de promotion croisée. Enfin, il y a la participation aux événements liés à Montpellier, pour la capitale européenne de la science. Les deux offices du tourisme ont également créé des packs découverte des deux Métropoles. Cela a également concerné la promotion et la valorisation du patrimoine historique commun, la coordination des calendriers d'organisation des congrès internationaux, et le renouvellement de l'opération de promotion touristique, les 6 et 7 avril à Montpellier, et les 13 et 14 avril, à Toulouse.

Concernant le génie urbain, nous poursuivons les échanges sur les politiques et les techniques, sur différents thèmes, comme l'eau, l'assainissement, la gestion des milieux aquatiques, et le rapprochement, dans le cadre du processus de finalisation des documents qui concernent le PLUi ainsi que le Plan Climat Air Énergie.

Pour ce qui concerne la culture, grâce à notre collègue, Bernard TRAVIER, et à notre collègue de Toulouse, il y aura une production commune de « *Ariane à Naxos* » de Richard STRAUSS pour la saison lyrique 2018-2019. Nous accueillerons également un ballet Noureev du Capitole à l'Opéra de Montpellier en janvier 2019. Nous nous dirigeons vers une mise en réseau des deux conservatoires et vers des expositions muséales coproduites.

Nous avons donc présenté ce rapport ensemble également à Toulouse. Ce rapport repose bien évidemment également sur l'action des Présidents et Vice-Présidents. C'est donc l'occasion, pour nous deux, de vous remercier tous ainsi que les administrations respectives.

Au début, nous avons craint de présenter des rapports un peu squelettiques mais nous considérons qu'ils sont corrects et nous sommes très heureux de vous les avoir présentés. Nous remercions donc tous nos partenaires ainsi que Monsieur RAYMOND et Monsieur RENAUD qui nous accompagnent dans cette tâche de coordination entre les deux Métropoles.

## **Monsieur le Président**

Nous construisons peu à peu une relation durable avec Toulouse sur des actes qui peuvent vous paraître anodins, au départ, mais qui sont le fruit d'une volonté politique de construction, claire, nette, qui se bâtit au jour le jour, et de façon consentie. C'est l'intérêt de la démarche. Je crois que nous sommes, en France, aujourd'hui, les seules Métropoles à avoir eu cette démarche. Je n'attends pas des bravos.

## **Jean-Pierre GRAND**

Il est vrai que les spécificités de la nouvelle grande Région qui comporte deux Métropoles prédisposent à ces échanges culturels, sportifs et à ces échanges d'intelligences. Cher professeur, je voudrais vous dire combien, naturellement, je porte, comme le Président de la Métropole, un regard extrêmement attentif sur les relations entre la Ville de Toulouse et la Ville de Montpellier.

Je recevrai d'ailleurs, dans les prochains jours, après mon retour de voyage officiel avec le Président du Sénat en Afrique pour rencontrer la force Barkhane, le Maire de Toulouse. Je rendrai également visite au Préfet de Région. Parce que je crois qu'aujourd'hui, si on vient de nous faire le point sur des éléments plaisants qui ont été mis en place, il faut réaliser un deuxième point d'étape, sur l'état de l'évolution des administrations décentralisées de l'État et ce qui s'est passé depuis que Toulouse est devenue capitale régionale. Il s'agit de déterminer comment cela s'est passé, et si cela s'est produit de manière équitable ou non. Je me souviens que nous avons eu des promesses, en réunions, à la préfecture, avec le Préfet de Région de l'époque. Je pense qu'il sera utile, pour défendre mieux les intérêts de Montpellier comme de l'ensemble du Languedoc-Roussillon, d'observer ce qui a été fait à Toulouse pour les Midi-Pyrénées. Il me semblera alors intéressant d'en débattre à nouveau et de faire revenir Monsieur CHOLLET. Nous pourrions alors sans doute mener des actions communes pour remettre la balance égale. Naturellement, vous savez comme moi qu'elle ne l'est pas, malheureusement. Ce n'est ni de votre fait, ni du nôtre. Mais c'est simplement le constat que nous ne pouvons ignorer. Toulouse est une ville un peu plus importante que Montpellier ce qui peut expliquer qu'elle bénéficie, de la part de l'État, d'un certain nombre de prérogatives. Vous n'êtes pas comptable des engagements de l'État mais ils doivent être vérifiés. Il faut selon moi un nouveau point d'étape dans ce domaine, de la même manière que je demandais tout à l'heure un point d'étape ce sur le fonctionnement des 13 nouvelles Métropoles en France. Votre présence aujourd'hui est donc utile et à l'avenir encore plus.

## **Monsieur le Président**

Monsieur LARUE, vous êtes arrivés. Allez-y.

## **Alex LARUE**

Désolé pour ce retard. Merci pour cet exposé sur les relations entre Montpellier et Toulouse. J'ai une petite question technique pour rebondir sur le propos de Monsieur LEVITA concernant les transports. Je suis aussi d'accord pour réduire la durée du transport entre Montpellier et Toulouse en dessous de deux heures et je crois savoir qu'il y a actuellement un projet à Toulouse mené de concert par la Région et la Ville de Toulouse avec la société *Hyperloop* un centre de développement qui tendrait en effet à permettre un transport à très haute vitesse entre Montpellier et Toulouse. Peut-être en 25 minutes. Je sais que cela peut apparaître comme de la science-fiction mais j'ai l'impression que beaucoup d'investissements ont été lancés. Je voulais savoir si, dans le cadre de vos échanges, ce programme a été envisagé. Est-il possible de faire également quelque chose du côté de Montpellier ? S'agit-il donc d'un doux rêve ou d'une forme de réalité, prochainement ?

## **François CHOLLET**

Je ne sais pas si c'est un rêve mais, en tout cas, c'est une forme de pari. Comme chaque fois qu'une innovation arrive. *Hyperloop* est un mode de transport expérimental, sous vide, permettant d'aller plus vite, avec moins de frottements. Et permettant donc de se déplacer beaucoup plus rapidement. L'objectif est ainsi de créer des tubes où faire le vide pour que les cabines et les véhicules se déplacent plus rapidement. Il s'agit d'un projet expérimental mais relativement avancé. Certains ne pensaient pas, lorsqu'il l'affirmait, qu'Elon MUSK récupérerait les *boosters* des fusées pour les réutiliser. Or, la semaine dernière, il a envoyé une fusée vers Mars et il a récupéré les *boosters* au millimètre près.

Il s'agit donc du champ de l'innovation. Je ne sais pas si cela marchera mais il est vrai que les équipes d'*Hyperloop* sont installées chez nous. J'ajoute par ailleurs que, sur le plan ferroviaire, il y a une amélioration par rapport au début. Avant, il n'y avait qu'un train, le matin, qui mettait deux heures en partant à 4h45 de Toulouse ou de Montpellier. La situation est donc un peu meilleure aujourd'hui, puisque les cadencements se sont améliorés et, comme Max l'a dit, je pense qu'avec l'aide de la Région, nous pourrions aller plus loin. Et je crois que l'ensemble des fonctionnaires qui sont sur les deux sites attendent ces transferts dans des temps limités.

## **Monsieur le Président**

Je mets aux voix le rapport proposé. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

*À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

Pour : 89 voix.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 1 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - PRESENTATION DU RAPPORT PREALABLE AU BUDGET, SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE - APPROBATION**

*M. P. KRZYZANSKI arrive en séance. (Le pouvoir donné à M. J. MALEK est retiré).  
M. J-P MOURE sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme J. FRECHE.  
Mme I. GUIRAUD et M. R. YOUSSEUS sortent de séance.*

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, comme tous les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, préalablement au budget, nous présentons un rapport sur la situation de la Métropole en matière de prise en compte du développement durable. La présentation de ce rapport s'effectue suivant les finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement : la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations, l'épanouissement de tous les êtres humains, une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables et, enfin, les éléments de méthode inhérents au développement durable.

Depuis 2014, Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à votre ténacité, Monsieur le Président, a entamé une réflexion de fond ayant pour objectif de répondre au grand défi auquel notre génération est confrontée : le défi de l'adaptation au changement climatique. L'étude « Montpellier Territoires, une Métropole productive », élaborée tout au long de l'année 2016 avec l'ensemble des maires de la Métropole, dans le cadre du pacte de confiance des maires, a nécessité de se doter d'une vision fine en matière d'impact des changements climatiques, des grands équilibres environnementaux de notre écosystème métropolitain et, plus généralement, d'une réflexion de fond sur l'évolution des modes de vie, des modes de travailler, de se déplacer, d'habiter, ou encore de se détendre, ou de consommer. Cette réflexion a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolution du territoire, de sa population, de ses usagers, sur les moyens et longs termes, pour fixer les orientations fondamentales de développement de l'espace métropolitain. Elle a permis d'acter les grandes valeurs que l'ensemble des élus portaient sur notre Métropole et sur son avenir. Elle a notamment mis en exergue et mis en projet, si je puis dire, le grand parc métropolitain que représentent ces espaces agricoles et naturels remarquables qui, c'est une particularité montpelliéraine, viennent jusqu'aux portes de la ville centre, entourent les villages, les garrigues, les étangs, les boisements, les forêts, les terres agricoles, les zones humides, ou encore les ripisylves de nos cours d'eau qui fondent réellement nos paysages, nos modes de vie, et notre qualité de vie.

Dans la continuité, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2017 la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) dont la règle fondatrice et de préserver, à échéance de 20 ans, les deux tiers des espaces naturels et agricoles et, ainsi, de consacrer seulement un tiers de notre territoire à l'urbanisation, qu'il s'agisse de construction de logements, d'équipements, de développement économique, ou encore d'infrastructures, avec la plus forte croissance démographique française. Il s'agit d'une feuille de route extrêmement ambitieuse et vertueuse. Vous travaillez actuellement, Monsieur le Président, avec Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture, afin que notre SCoT métropolitain soit le premier en France à être validé par la Chambre d'agriculture. Ce travail novateur illustre le caractère non dogmatique de la réflexion de fond que nous proposons depuis 2014. En effet, rien ne sert de chercher à hiérarchiser entre eux nos besoins fondamentaux comme celui de se nourrir, de manière qualitative et durable, celui de protéger nos espaces naturels, de préserver nos ressources, comme l'eau, celui de s'adapter aux divers risques, comme la salinisation de la nappe phréatique, ou la protection contre les inondations. Mais aussi celui de proposer des logements de qualité à nos concitoyens, avec une attention toute particulière pour les logements sociaux et les logements abordables, ou encore, celui de se battre pour un développement économique riche et durable. Car, avoir un travail dont on puisse être fier, reste un facteur d'épanouissement et d'intégration absolument vital.

Aujourd'hui, nous ouvrons, dans cette continuité, une nouvelle page de cette réflexion avec le travail sur l'élaboration du plan climat dont vous m'avez confié le pilotage, Monsieur le Président, ce dont je vous remercie particulièrement. L'élaboration du plan climat viendra préciser et territorialiser les enjeux énergétiques et climatiques pressentis au travers du premier plan climat.

Le rapport de développement durable qui vous est ici proposé nous donne l'occasion d'explorer cette approche globale de l'écologie telle qu'elle est pensée et mise en œuvre sur Montpellier Méditerranée Métropole. Approche globale car c'est ici la somme d'un certain nombre d'actions concrètes, passées, présentes, ou futures, transversales à l'ensemble des délégations qui sont décrites. Chaque Vice-président participant, de ce fait, à la rédaction de ce rapport. Vous me permettrez de les citer, par la suite. Une approche globale car elle est le fruit d'une vision stratégique d'ensemble sur le devenir d'un territoire, c'est-à-dire une construction solide, partagée, pas à pas, comme je le précisais en préambule, au travers du travail « Montpellier territoires », du SCoT et du plan climat à venir. Et, enfin, une approche globale car elle est le fruit d'un travail collaboratif comme en témoignent les 80 réunions ou ateliers que nous avons choisi de mener pour l'élaboration de Montpellier territoires, le partenariat avec le conseil de développement, dont je salue le travail ou, encore, les nombreuses réunions publiques, menées sur les sujets les plus variés. Je n'entrerai pas dans la liste exhaustive de toutes les actions menées dans ce rapport mais je m'attacherai à citer quelques expériences, dans chacun des chapitres qui sont prévus par la loi.

En ce qui concerne le chapitre sur la lutte contre le changement climatique, nous pouvons parler de la requalification du parc d'activités économiques du Salaison dont Monsieur PASTOR s'occupe. Également, de la maîtrise de la demande énergétique et du renforcement de la performance des bâtiments avec, par exemple, la médiathèque Aimée Césaire, à Castelnau, que vous avez récemment visitée. Qui est en cours de reconstruction et sera un bâtiment à énergie positive, avec le travail de Bernard TRAVIER, en partenariat avec Éliane LLORET. Il s'agit également des actions d'efficacité énergétique, sur l'éclairage public, qui sont engagées, comme la mise en place de LEDs dans diverses communes de la Métropole, sous la houlette de Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président en charge de la voirie. Nous pouvons également citer l'acquisition de neuf nouveaux bus fonctionnant au gaz naturel conformes à la norme euro 6 et donc moins bruyants et rejetant moins de particules fines grâce au travail de Jean-Pierre RICO, Vice-Président en charge des transports et des mobilités. Ainsi que le programme de déploiement de 66 bornes de recharge électrique qui sera terminé avant fin 2018. Nous pouvons aussi également parler du contournement ferroviaire à grande vitesse Nîmes-Montpellier, que vous défendez personnellement avec ardeur. Et la gare nouvelle de Montpellier Sud de France avec une participation financière de la Métropole à hauteur de 75 millions d'euros, qui permettra de libérer 30% de subventions supplémentaires en faveur des TER sur la ligne historique, et d'accueillir les trains de fret dans un premier temps, puis de voyageurs.

On peut également parler, en 2017, de l'inauguration d'un premier espace logistique urbain ELU. Il s'agit d'une plate-forme de stockage de marchandises destinée à optimiser la circulation des marchandises en ville aussi bien sur le plan fonctionnel qu'environnemental. On peut également parler de la mise en place de la plate-forme territoriale de rénovation énergétique appelée PTRE dont vous entendrez parler fréquemment dans les mois et années à venir. Puisqu'il s'agit de donner un point d'accueil unique aux consommateurs, aux habitants, en ce qui concerne les projets de rénovation énergétique, ce qui va considérablement changer et faciliter la mise en œuvre de ces projets et, plus largement, la convention de l'ADEME que vous avez signée, Monsieur le Président, en novembre 2017, pour un protocole de partenariat particulièrement riche, sur les années 2018-2020.

### **Monsieur le Président**

Sur le contournement Nîmes-Montpellier, il y a un chiffre à retenir. Depuis sa mise en service, il y a déjà 1 000 trains de fret qui sont passés par le contournement. Libérant ainsi le centre-ville de ces 1 000 trains, c'est-à-dire de la gare Saint-Roch. On n'en parle jamais, dans le dispositif, mais, le fait d'avoir fait le contournement, pour le fret, permet d'évacuer du centre de la ville de très nombreux trains de marchandises qui sont lourds, qui sont bruyants, et qui amènent des nuisances à l'ensemble des habitants du centre. Depuis sa mise en service, 1 000 trains sont ainsi passés.

### **Stéphanie JANNIN**

Il faut noter également que le réseau montpelliérain de chaleur et de froid a dépassé le seuil de 50 % d'énergies renouvelables et de récupération dans le mix énergétique de la production de chaleur pour l'ensemble des quartiers desservis. Tous les abonnés bénéficient, de ce fait, depuis 2017, d'une TVA à taux réduit. C'est un dossier qui est porté par Madame LLORET.

Dans le chapitre deux, sur la préservation de la biodiversité des milieux et des ressources, nous pouvons bien sûr parler des espaces agro naturels, de l'évolution de la prise en compte de la biodiversité, et de l'enjeu de la transition agro écologique et alimentaire qui est un sujet porté par Madame FOURCADE en charge de l'agro écologie et de l'alimentation.

Et nous travaillons maintenant sur la mobilisation du foncier agricole public et privé. L'objectif étant de mettre en relation les agriculteurs et porteurs de projets à la recherche d'espaces agricoles et les propriétaires fonciers. La démarche proposée en 2017 a été d'approfondir le dispositif des associations foncières autorisées pour répondre à cette problématique. Dans ce chapitre, la protection de la ressource en eau, avec la gestion rationnelle du cycle de l'eau, est fondamentale. C'est un travail porté par Jackie GALABRUN avec, par exemple, le programme d'action de protection de l'aire d'alimentation des captages du FLES à Villeneuve-lès-Maguelone qui a été approuvé en juin 2017, d'un montant de près de 2 millions d'euros sur une durée de cinq ans. Il a permis le recrutement d'un animateur dès 2017. On peut citer aussi, dans ce cadre, le travail sur la réduction de la consommation d'eau dans les piscines dont s'occupe particulièrement Monsieur MEISSONNIER, Vice-Président en charge des sports.

Et je ne peux pas, bien sûr, ne pas citer l'écolothèque, qui est un outil essentiel de l'éducation à l'environnement sur le territoire. Sur l'année scolaire 2016-2017, elle a accueilli 30 000 personnes par jour et sensibilisé plus de 22 000 enfants du territoire métropolitain. Un peu plus de 7 500 actions ont été réalisées avec une répartition équivalente entre les publics en situation de handicap et les enfants des crèches.

En matière de préservation de la biodiversité, je rappellerai juste, pour le plaisir, que nous faisons partie des 35 *hotspots* mondiaux pour la biodiversité avec 11 sites Natura 2000 sur le territoire de la Métropole, c'est-à-dire 16 % du territoire. Et je salue le travail de Rosy BUONO sur la protection animale.

Notons que nous avons, sur la ville de Montpellier, 950 hectares d'espaces verts, dont 530 qui sont gérés par la Ville et, enfin, un SCoT révisé qui s'apprête à préserver 13 000 ha de biodiversité. Dans ce cadre, nous mettons en œuvre une stratégie d'anticipation des compensations environnementales et agricoles. En 2018, il s'agira de proposer une traduction cartographique, à la parcelle, des éléments fondateurs de la trame verte et bleue (sur laquelle je travaille précisément avec Jean-Marc LUSSERT) les réservoirs et corridors, et de proposer une gradation de l'état de dégradation de ces espaces.

Enfin, au chapitre trois, pour la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations, il s'agit d'œuvrer pour une mixité sociale et fonctionnelle, en rapprochant emploi, habitat et services. Avec, notamment, un parc de logements sociaux à renforcer et à rééquilibrer sur le territoire pour répondre à la demande croissante de logements sociaux que vous avez évoquée en début de Conseil, avec plus de 24 000 demandes de logements sociaux sur Montpellier Méditerranée Métropole. 2 865 logements locatifs sociaux ont été financés en 2016. Près de 1 900 en 2017. C'est ce sur quoi travaille activement Noël SEGURA.

Je citerai également le logement abordable issu de l'observation d'une évasion résidentielle, notamment des jeunes ménages actifs vers le grand périurbain ce qui a entraîné une pollution atmosphérique du fait de ces déplacements pendulaires quotidiens et également une précarité financière de ces ménages. Nous avons donc lancé un vaste programme de logement abordable avec les premières opérations qui sortent aujourd'hui de terre avec un objectif de prix en passe d'être atteint de 2 700 euros le mètre carré, c'est-à-dire bien inférieur au prix du marché. C'est un programme unique en France où l'on nous reconnaît, maintenant, une expertise unique. Je peux également citer les guichets uniques déployés dans l'ensemble des communes de la Métropole. C'est un dossier suivi particulièrement par Laurent JAOUL. On peut également citer le programme Eco Métropole initié par Jean-François AUDRIN et animé par Régine ÎLLAIRE. L'écolothèque a en effet structuré et développé ses programmes et outils dédiés à l'éducation, à l'environnement durable, en s'adressant aux enfants et à leurs éducateurs, aux familles, enseignants, ou animateurs, des 31 communes. Le programme Eco Métropole apporte aux communes un socle de compétences et d'outils pour développer une action commune d'éducation à l'environnement et au développement durable. 18 communes ont décidé d'y participer et plus de 1 700 enfants ont participé sur l'année scolaire 2016-2017 à des séances de sensibilisation à l'environnement. La mise en œuvre du contrat de ville 2015-2020, portée par Annie YAGUE, s'inscrit bien sûr pleinement dans ce rapport de développement durable. Il s'agit encore de la rénovation des copropriétés dégradées. Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi signé, à l'été 2016, une convention Eco cité et ville de demain rénovation thermique qui vise à soutenir des opérations de rénovation énergétique des copropriétés. Ce sont cinq copropriétés et plus de 1000 logements qui vont être concernés. La rénovation thermique des copropriétés est un exemple emblématique de cette approche globale de l'écologie, avec un triple objectif. Bien sûr, la dimension environnementale, avec la limitation des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi une dimension sociale avec le travail sur la limitation de la précarité énergétique et, enfin, une dimension économique, avec les créations d'emplois qui en découlent sur tous ces marchés de travaux à venir sur la rénovation thermique.

Enfin, sur le chapitre quatre, il s'agit d'une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables avec un soutien à l'éco construction et à l'économie solidaire. En effet, en 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu à un appel à candidature territoire économe en ressources, lancé par l'ADEME Occitanie, qui vise à redynamiser la politique de prévention et de tri des déchets sur la période 2018-2020, en mettant en avant les principes de l'économie circulaire. Un volet spécifique de cette démarche sera consacré au développement des partenariats avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Il s'agit également de la plate-forme collaborative locale qui permet d'apporter davantage de visibilité aux nombreuses initiatives citoyennes locales en matière d'alimentation et d'agro écologie et de générer des retombées économiques, sociales, et environnementale plus importantes. Enfin, la mise en œuvre du plan local de prévention des déchets qui est géré par ma collègue Valérie BARTHAS s'est enrichi d'une action innovante consistant, sur deux îlots urbains de la ville, à accompagner les habitants, commerçants, et employés dans la mise en pratique d'éco gestes. Cette démarche expérimentale d'une durée de trois ans fait appel à une start-up, E3D environnement qui développe un logiciel permettant d'adapter les éco gestes proposés à la typologie des foyers et à leur niveau d'implication et de les suivre ainsi de manière personnalisée.

Enfin, le chapitre cinq, l'épanouissement de tous les êtres humains, qui est un titre qui fait souvent sourire alors que c'est ce que nous recherchons tous, intègre une culture de qualité pour tous avec par exemple la création du MoCo centre d'art de Montpellier Méditerranée Métropole qui vous est particulièrement cher, Monsieur le Président, et qui a un objectif très ambitieux : doter la Métropole d'un équipement culturel novateur faisant émerger Montpellier comme une place forte artistique de niveau international et dynamisant la scène locale du point de vue culturel et touristique.

La restructuration de l'hôtel de Montcalm a commencé en 2017 par le lancement des études opérationnelles de maîtrise d'œuvre. Le démarrage des travaux étant prévu en 2018, pour une ouverture en 2019.

Enfin, améliorer la politique d'emploi et d'insertion, notamment des jeunes, en réponse à la dynamique démographique du territoire, reste un point essentiel du rapport développement durable. Je citerai par exemple le soutien de la Métropole à une start-up incubée au BIC Cap Omega, avec la bienveillance de Chantal MARION, qui propose une plate-forme collaborative et solidaire sur Internet qui permet la mise en relation de populations à mobilité réduite avec les populations autonomes pour aider les premières dans leurs déplacements de proximité.

Je conclurai sur la participation citoyenne qui devient véritablement une marque de fabrique de la Métropole ainsi que sur le travail d'évaluation des politiques publiques mené par Thierry BREYSSÉ dont on verra les fruits dans les mois à venir.

Pour conclure, je dirais que Montpellier Méditerranée Métropole, forte de plusieurs années de réflexion solide sur le sujet a un positionnement unique en France. Avec la croissance démographique la plus importante mais aussi une vulnérabilité du territoire, comme en témoigne la fragilité de nos paysages, les réserves de biodiversité que nous accueillons encore, ce qui est unique, aux portes de la ville, ou encore les risques auxquels notre territoire est soumis, les inondations, la submersion marine, la salinisation des nappes phréatiques, la sécheresse, la canicule, ce que nous proposons pour notre territoire, ce n'est pas une écologie dogmatique et exclusive, mais une écologie gagnant-gagnant, permettant plus de solidarité et plus de développement économique. Nous proposons de mettre en place des processus qui permettent, petit à petit, et de plus en plus des mutations des comportements. Et, n'ayons pas peur de le dire, la transition climatique que nous opérons apporte richesse et avenir à notre territoire. Ce n'est en aucun cas une écologie de la culpabilité. On a bien essayé, dans le passé, de distinguer une écologie scientifique d'une écologie plus politique, l'une s'occupant du monde naturel, et l'autre des conséquences morales, idéologiques ou politiques qu'il faudrait tirer ou ne pas tirer de la première. On a réussi, ce faisant, à redoubler la confusion entre ce que nous sommes et ce que nous devrions être. Nous avons aujourd'hui une place particulière sur ce que peut être un territoire innovant sur la mutation climatique innovant car audacieux car transformant la contrainte en saisissant l'occasion de s'améliorer, de s'enrichir, de se développer, mais aussi et surtout innovant car plaçant l'humain au cœur de la réflexion. Non pas l'humain dans ses possibles dérives destructrices, mais bien dans une redécouverte de meilleurs rapports, harmonieux, entre l'homme et la nature. Nous sommes, par notre histoire et notre travail, un territoire pilote, considéré comme un écosystème global. Un tout dont chaque partie, la nature, la faune, la flore, les hommes ou encore les phénomènes climatiques concourent à fonder une unité. Celle d'un territoire méditerranéen, riche culturellement, composé d'hommes et de femmes qui ont travaillé la terre, bâti des habitations, lutté contre l'eau qui monte, tracé des routes, en aimant et redoutant à la fois leur environnement naturel. Soyons-en fiers.

Je conclurai par une citation : *« La grande erreur de notre temps a été de pencher, je dis plus, de courber l'esprit des hommes vers la recherche du bien-être matériel. Il faut relever l'esprit de l'homme, le tourner vers la conscience, vers le beau, le juste et le vrai, le désintéressé et le grand. C'est là que vous trouverez la paix de l'homme avec lui-même et, par conséquent, la paix de l'homme avec la société. »* Cette citation est de Victor HUGO. Elle date de 1848 et elle est cependant d'actualité. Je vous remercie pour votre attention.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame JANNIN, pour ce rapport très complet.

### **Jean-François AUDRIN**

En d'autres temps, je fus Vice-Président en charge de la biodiversité et d'une partie de ce qui a été décrit ce soir par Madame JANNIN. Je suis encore conseiller régional et je siège à la commission biodiversité et environnement de la Région. Je voudrais féliciter Stéphanie pour cet excellent rapport et je voudrais vous dire que, au sein de la Région, les différentes commissions qui traitent de ces sujets sont tout à fait en phase avec ce qui vient d'être décrit.

### **Isabelle TOUZARD**

Merci pour ce rapport très complet. Pour l'avoir vécu de près à un moment, je voudrais souligner l'énorme engagement des services dans ce travail. On n'imagine pas le travail de fond qu'il y a derrière l'ensemble de tous ces dossiers. Bien entendu, cela correspond aussi, souvent, à des réponses à des appels à projets, ou à des appels d'offres, etc. C'est un travail très important et je voulais les saluer.

Je voudrais également attirer l'attention du Conseil sur un élément qui, à mon avis, manque cruellement dans le rapport. C'est la question, quand on parle de changement climatique, de l'adaptation mais aussi de la résilience de nos territoires. Je rappelle qu'en 2050 nous ne parlerons plus de climat méditerranéen mais de climat quasiment semi-aride. Le climat de Montpellier Méditerranée Métropole en 2050 sera en effet le même que celui de Valence, aujourd'hui. C'est-à-dire un climat méditerranéen très aride. Cela est maintenant scientifiquement acté. Et c'est un minimum. Nous sommes en effet sur le scénario à 2 degrés. Les investissements que nous faisons aujourd'hui (et même si cela amène certains à sourire alors qu'il s'agit de choses extrêmement graves pour les 30 ans qui viennent) doivent prendre la mesure de ce que nous aurons. L'été 2017, que nous avons passé, je le répète, a été particulièrement chaud et aride. Avec 350 millimètres de pluie, ici, alors que, normalement, la norme est de 700 millimètres. Nous allons avoir ce phénomène une année sur deux. Il faut donc que le territoire, aujourd'hui, et cela relève de notre responsabilité d'élus, se prépare à cette nouvelle donne. Je pense notamment aux vignerons et aux agriculteurs qui, si le territoire ne se met pas en ordre de marche, ne pourront plus perpétuer leur activité sur le Languedoc. Il est important que l'on s'unisse et que l'on se mette en ordre de marche, petites et grandes communes, pour garantir aux activités agricoles la possibilité de se pérenniser à l'horizon 2050. Merci.

### **Jean-Pierre GRAND**

D'abord, je voudrais remercier Stéphanie JANNIN. Son rapport est complet et j'ai trouvé qu'elle avait eu l'honnêteté de reprendre toute l'action qu'avait menée Catherine DARDE lorsqu'elle était, durant trois années, première adjointe chargée de ces dossiers. Effectivement, la politique de la Ville avait été conduite par une experte. Je profite donc de cette occasion pour rendre hommage à ces deux personnes qui font honneur à leur mandat. Je voudrais également corriger très légèrement le rapport car, à Castelnau, nous connaissons le logement abordable depuis huit ans. Cela fait longtemps que nous avons inauguré des logements de ce type. Effectivement, l'expérience des uns peut servir aux autres.

Enfin, Monsieur le Président, je m'adresse à vous. Hier matin, j'ai déjeuné avec Patrick JEANTET. Il est, comme vous le savez, Président de Réseau Ferré de France. Nous avons abordé le sujet de la ligne Montpellier-Perpignan et la première étape Montpellier-Béziers. La Caisse des dépôts et consignations était présente à ce déjeuner. Je ne vais pas rentrer dans le débat car nous aurons l'occasion de revenir sur le financement. Le conseil qu'il nous a donné est que les élus doivent être unis sur le dossier. Il faut que tous les élus soient unis. Comme le sont les Bretons, les Aquitains, parce que nous sommes dans un énorme bras de fer avec l'État. Le Maire de Montpellier, le Maire de Toulouse, la Présidente de la Région, le Président du Département, tout le monde doit signer en bas de la feuille. Je pense qu'il faut que soit coordonnée une action globale, une action d'ensemble crédible, car la concurrence est redoutable et nous avons un devoir vis-à-vis de notre Région mais aussi de l'Europe puisque c'est le maillon manquant. Il faut jouer dessus comme avait su le faire les Strasbourgeois sur le maillon manquant Allemagne-Paris.

Nous devons le faire avec nos arguments, avec nos spécificités pour montrer qu'aujourd'hui cela concerne plus que notre territoire, l'Europe elle-même. Je lance donc un appel, aujourd'hui, à l'union sacrée. Je ne mets personne en cause, Monsieur le Président, et surtout pas vous car ce serait presque injuste, mais j'affirme qu'il faut absolument une union sacrée. Je le disais avec humour, vous l'avez compris.

#### **Monsieur le Président**

Bien sûr. Je connais votre éducation. Il y a beaucoup de gens, je leur pardonne parce qu'ils ont souffert.

#### **Jean-Pierre GRAND**

Je voulais simplement dire que si nous partons unis, et aussi à l'Élysée, à Matignon, et à Bruxelles on se rend compte que l'ensemble des élus, quelle que soit leur étiquette politique, quelle que soit la taille des collectivités qu'ils représentent sont derrière le projet, parce que c'est un chaînon manquant et que ce chaînon manquant ne peut pas rester comme il est, je pense que le dossier avancera. Tout à l'heure, je n'ai pas posé la question à notre collègue de Toulouse parce que cela aurait été indécent. Mais il serait intéressant de savoir quelle politique ferroviaire privilégie la Ville de Toulouse. Il y a là aussi un débat, entre Bordeaux et Toulouse. Il y a un combat qui va être mené dans notre Région par des élus de notre Région et en particulier par la Métropole de Toulouse. Elle est puissante, vous l'avez dit. Le message que je voulais vous passer aujourd'hui n'est donc pas polémique mais c'est simplement un message d'expérience confirmée par un déjeuner utile que j'ai eu. Je souhaitais vous le livrer ce soir, tranquillement.

#### **Monsieur le Président**

C'est intéressant. Merci, Monsieur GRAND. Merci beaucoup. Cela nous aide.

#### **Joël RAYMOND**

J'ai bien pris connaissance de ce rapport et je partage tout à fait l'avis de ma collègue. Je crois que dans ce rapport il faut bien remettre en place les enjeux et les risques comme l'a fait Stéphanie. Je la remercie. En écoutant cet exposé, j'ai eu une idée. Je souhaite donc vous faire cette proposition. J'ai reçu un courrier de la Métropole qui relançait le jury de nez à Castries. À l'ISDND. Ce que l'on appelle la décharge. J'ai vu que dans le même temps on allait installer dans le tramway des parfums. Je me suis dit qu'il y avait là quelque chose à faire. Avec tout ce que l'on produit comme odeurs au centre de stockage, on pourrait faire profiter les gens. Ce serait de l'économie circulaire, du local, du développement durable.... Si vous le brevetez, Monsieur le Président, il faut choisir un joli nom : « *Tendresse des garrigues* »... Si vous le brevetez, je pense que vous pouvez réaliser un coup « top ».

#### **Monsieur le Président**

J'en ai entendu, des choses, mais, là, c'est d'une intelligence rare. Permettez-moi de le souligner. Merci de votre contribution au débat. J'ai cru que vous alliez proposer que le prochain casier soit réalisé à Montaud dans l'intérêt des odeurs que vous décrivez comme tellement importantes et agréables. Prenez-le donc chez vous, Monsieur le Maire. Prenez-le donc chez vous.

#### **Henri ROUILLEAUT**

Monsieur le Président, chers collègues, j'ai lu comme plusieurs d'entre nous avec une grande attention ce rapport qui est excellent et clair sur les enjeux et qui fait honneur au travail des élus et des services. Ma question sera donc très limitée mais politiquement très sensible. Il est très souvent, et c'est normal, fait référence au futur SCoT et au futur PLUi. Nous avons tous compris qu'il y avait une dérive dans le temps puisque cela prendra plus de temps que prévu. Initialement, il était prévu 2018 pour le SCoT et 2019 pour le PLUi. Où en sommes-nous actuellement pour le calendrier sachant que je pense que personne n'a oublié que, en mars 2020, nous avons rendez-vous avec nos concitoyens ?

#### **Christophe COUR**

J'aimerais revenir sur un élément qui m'amuse toujours dans ces rapports, l'épanouissement de l'humain, de la population. Elle va pouvoir s'épanouir, en allant au MoCo, à l'opéra, en allant visiter des musées. C'est bien. Mais je pense que, dans la Métropole il y a beaucoup de gens qui aimeraient d'abord avoir un emploi rémunéré et si possible en CDI, de façon pérenne pour que, en milieu de mois, ils aient autre chose à penser que d'essayer de savoir comment ils vont pouvoir boucler la fin du mois. Je pense que pour les gens qui ont des problèmes à la fin du mois, l'épanouissement doit être un peu dur. Je trouve cela un peu dommage.



## Cyril MEUNIER

Avant de démarrer sur le sujet que je voulais aborder, je reviens sur ce que vous avez dit tout à l'heure sur les trains de marchandises qui ne traversent plus Montpellier. J'en suis ravi. C'était un des points essentiels de la quête qui était la nôtre quand nous avons accepté le doublement de la ligne LGV. C'était que les trains de marchandises arrêtaient de traverser le centre-ville de Montpellier car cela devenait totalement intolérable. Ceci étant, ils sont donc obligés de passer par le Nord de Lattes. Cadeau, une fois de plus. Dans les discussions que nous avons eues à l'époque avec OC'VIA j'avais été particulièrement attentif à la mise en place de murs antibruit sur la totalité du tracé. Ceci m'avait été octroyé après une lutte acharnée et un chantage au blocage d'un certain nombre de dossiers par la SNCF et Réseau Ferré de France et OC'VIA. Force est de constater, maintenant que l'on a vu passer des milliers de trains de marchandises, que les murs antibruit qui nous ont été mis en place au Nord de la commune ne sont pas satisfaisants. Ils le seront sûrement par rapport au TGV puisqu'ils ont pour vocation initiale et principale de retirer le bruit du frottement sur les rails. Quand je suis arrivé à Montpellier j'ai dormi pratiquement pendant trois mois à côté de la gare et je connais donc le sujet. Ceux qui ont vécu le passage d'un train de marchandises savent que ce ne sont pas les roues qui font le bruit mais l'ensemble de l'arrimage des différents matériaux et choses qui sont véhiculées. Je demande donc officiellement aujourd'hui, après quelques mois, que la Métropole demande à OC'VIA de faire les études qu'ils sont légalement obligés de faire, sur le respect des décibels que peuvent supporter les habitants du Sud de Montpellier et du Nord de Lattes au passage de ces rames. Je pense en particulier à nos amis du Nord de Maurin, de la Céreirède et également du Nord de Boirargues. Pour l'instant, nous n'avons pas satisfaction par rapport aux normes qui devaient être respectées.

Je rejoins tout le monde pour féliciter Stéphanie JANNIN et l'ensemble des services pour ce rapport et pour leur action dans la mise en œuvre des stratégies et des politiques énoncées depuis des années. Ainsi que les Présidents et Vice-Présidents. Mais, à l'intérieur de ce rapport, je relève une impossibilité à aller au bout de notre quête si nous attendons la mise en œuvre d'un PLUi en 2023. J'ai en effet entendu que le PLUi ne serait pas mis en place avant les élections municipales alors que je ne vois aucune raison de ne pas assumer nos actes politiques. Quand on rentre en politique, ce n'est sûrement pas pour se planquer mais pour assumer ses actes.

Si les électeurs ne nous gardent pas, par rapport aux orientations qui sont les nôtres, sur nos PLUi respectifs, c'est la loi de la démocratie et il faut l'assumer. Et c'est ainsi qu'il faut honorer nos missions. Si nous ne mettons pas le PLUi en place avant 2020, cela veut dire qu'il faudra le relancer après 2020. En effet, après 2020 un certain nombre d'entre nous aurons arrêté volontairement ou involontairement, suite au jugement des urnes. Il y aura une partie des élus qui seront nouveaux, en particulier des maires. Et on ne pourra pas leur imposer le vote d'un PLU qu'ils n'auront pas discuté préalablement puisqu'ils n'auront pas été maires avant 2020. Donc, il faudra rentrer à nouveau en discussion et mettre en place un PLUi. Ce PLUi, comme tous les PLUi de France, risque d'être attaqué. Puisque plus vous étendez les compétences et surtout la compétence géographique, plus il y a de fortes chances que nous perdions un an à cause de ces attaques. Cela veut dire que nous aurons un PLUi efficace sur toutes nos communes entre 2023 et 2024. Or, je rappelle que l'on démarre en 2018. Cela signifierait donc une période de sept ans. Alors que nous sommes dans une situation où nous recevons 8 000 habitants par an puisque nous sommes dans une situation où, grâce à notre dynamique depuis plusieurs années, qui a perduré grâce au travail d'un certain nombre d'entre nous, nous avons réussi à ce que Montpellier ne soit plus un point sur la carte mais une destination. À ce titre, non seulement nous avons des demandes d'hébergement, que nous avons du mal à satisfaire, mais nous avons en plus des demandes d'installation d'entreprises et, aujourd'hui, nous n'avons plus de zones d'activités ou pratiquement plus pour accueillir autre chose que des bureaux. Comme l'a dit Monsieur COUR tout à l'heure, les habitants, nos concitoyens, attendent des emplois. Sans installation d'entreprises nous ne les aurons pas. Nos concitoyens attendent également des logements.

Tout à l'heure, Monsieur SAUREL nous a montré un tableau fort instructif où nous passons de 21 000 à 24 000 demandes de logements sociaux. Je ne sais pas comment on peut répondre à ce besoin de bonheur (même si je ne sais plus quels termes ont été employés tout à l'heure par Madame JANNIN pour affirmer que notre objectif est de rendre heureux les gens et de leur permettre de s'épanouir) si nous n'offrons pas des possibilités de créer des logements sociaux et autres en primo accession et en abordable. Je rappelle que, au même titre que Castelnau, Lattes pratique des primo accessions depuis pratiquement neuf ans. À des taux entre 2 400 et 2 700 euros le mètre carré. J'en suis fier et je pense que cela fait partie, aussi, de notre mission. Et je suis ravi que la Métropole, avec la SA3M, et la SÈRM, ait repris cette dynamique depuis peu. Pour les logements sociaux, pour les logements, pour la primo accession, pour la promotion d'entreprise, je constate qu'aujourd'hui nous refusons l'installation d'entreprises. Il y a de gros projets qui arrivent et nous sommes incapables de leur fournir les terrains nécessaires.

Concernant les objectifs environnementaux, on ne pourra pas protéger des zones agricoles. On ne pourra pas protéger des zones naturelles et remettre en zones naturelles ou agricoles si nous n'avons pas les PLUi. Pour que le SCoT soit mis en œuvre dans ses grandes orientations, il faut que le PLUi en donne les moyens réglementaires et juridiques. Je demande donc que nous abandonnions cette idée de ne pas voter le PLUi avant 2020 et je demande, Monsieur le Président, que vous réunissiez l'ensemble des maires rapidement pour que l'on puisse en discuter ensemble. GCM (Groupe de coopération métropolitaine) en entier se joint à moi. Il faut que l'on prenne une décision au sein de la conférence des maires pour savoir s'il faut voter un PLUi avant 2020. Je pense que c'est possible parce que nous avons des services exceptionnels dans cette Métropole et qu'aucun des mairies, à ma connaissance, et d'après mes informations, n'a arrêté le travail d'élaboration de chaque élément du PLUi avec ses propres PLU. Il faut coordonner les différents PLU pour en faire un PLUi. Il y a des zones de transition entre chacune des communes qui ne sont pas traitées, et certains points à voir. Mais, si on s'y consacre et si l'on considère qu'il s'agit de l'une de nos compétences communes et principales et qu'il s'agit de développement et de gestion du territoire, nous y arriverons. Mais il manque cruellement quelque chose si l'on veut avoir un rapport exhaustif sur la transition environnementale et climatique, c'est le schéma de mobilité. Or, nous n'avons pas de nouvelles, aujourd'hui, sur ce schéma de mobilité. Je suis donc gêné par le fait que l'on ne puisse pas affirmer que l'on lancera le PLUi et le SCOT plus rapidement. Mais j'espère que Monsieur le Président aura de bonnes nouvelles à nous annoncer dans sa réponse à ce sujet. Je demande donc solennellement, au nom du GCM, que les maires de la Métropole discutent ensemble de la date à laquelle nous devons créer ce PLUi. Il en va de l'emploi, du bonheur, de l'épanouissement et de la réponse à toutes les demandes de nos concitoyens. Je vous en remercie.

### **Monsieur le Président**

Je passe la parole à Stéphanie JANNIN et ensuite je dirais un mot sur la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan parce que Monsieur GRAND ne connaît pas la position de la Ville de Toulouse. Je vais la lui donner puisqu'elle était dans la presse de façon récurrente.

### **Stéphanie JANNIN**

Je pense, Monsieur GRAND, et Monsieur MEUNIER, que vous faites une confusion entre le logement abordable dont vous parlez et celui dont nous parlons. Dans vos communes, vous faites depuis longtemps du logement abordable en primo accession, intégré dans des opérations d'immeubles dans lesquelles il y a également du logement libre. Vous utilisez de ce fait la péréquation et c'est le logement libre qui finance le logement abordable. Le prix de ce logement abordable, entre 2 400 et 2 700 euros le mètre carré n'étant possible que parce que le prix du logement libre augmente. Nous, en accord avec vous tous, nous avons lancé une autre manière de faire qui n'exclut pas celle dont vous parlez. Mais c'est n'est pas la même. Il s'agit d'une mobilisation des acteurs de l'acte de construire, autour de projets innovants de logements exclusivement abordables, c'est-à-dire des immeubles entiers qui sont dédiés au logement abordable, sans pour autant augmenter, par la péréquation, le logement libre. Il s'agit vraiment d'une démarche différente. C'est bien celle-là qui est innovante et reconnue maintenant nationalement avec différents articles dans les revues de presse nationales parce que nous avons réussi, tambour battant, à mettre tous les professionnels de l'acte de construire qui, au début, étaient un peu sceptiques, dans la démarche de recherche et développement sur ce sujet ce qui, évidemment, est bénéfique pour tous. C'est ainsi que nous avons ces premières opérations, aujourd'hui. Cela n'enlève en rien la qualité des logements abordables que vous pratiquez sur vos communes mais ce n'est pas le même sujet.

Je suis un peu déçue par la contribution de Monsieur RAYMOND qui m'avait habituée à mieux lors des longs débats sur « Montpellier Territoires » et le Schéma de Cohérence Territoriale. Je suis très contente que Monsieur COUR soit tout à fait d'accord avec moi lorsque je disais qu'un travail dont on puisse être fier reste un facteur d'épanouissement et d'intégration vitale. Je ne peux que vous rejoindre dans votre remarque. Enfin, je conclurai en disant à Madame TOUZARD que les changements climatiques et l'échéance de 2050 ne me font pas du tout sourire. J'en parle depuis 2014 et je continue à le faire. Je regrette en revanche de ne pas avoir pu bénéficier, dans l'élaboration de « Montpellier Territoires » et dans le schéma de cohérence territoriale, de votre connaissance puisque vous n'avez participé à aucun des ateliers que j'ai cités dans l'élaboration alors que vous faisiez partie du comité de pilotage où il y avait quatre vice-présidentes et Monsieur SEGURA en charge du comité de pilotage qui suivaient particulièrement ce travail. Chacun apportait sa contribution et son regard particulier dans ce travail. Vous étiez bien présente aux réunions de comité de pilotage mais, en revanche, vous n'étiez présente à aucun des ateliers dans les communes avec les maires. Je garde d'excellents souvenirs de ces ateliers et de magnifiques photos sur lesquelles on a pu voir à quel point, lors de ce travail, tout le monde s'est retroussé les manches et où les cartes, les feutres étaient sortis avec tout le monde autour de la table.

Vous étiez bien présente aux ateliers concernant votre commune mais vous n'avez jamais été présente dans ce travail collaboratif en tant que vice-présidente en charge de l'agro écologie et de l'alimentation. Croyez-moi, je l'ai regretté et je le regrette encore. Alors, surtout, pas d'écologie de l'incantation. Si on veut faire avancer les choses, on ne pleure pas. On se retrouse les manches.

**Isabelle TOUZARD**

Je regrette vraiment ce genre de procès d'intention. Quand on est à la fois maire, Vice-Présidente, et que l'on continue à travailler et que l'on doit mener de front tout cela, on se donne au maximum de ce que l'on peut. Je suis désolée. Quand les ateliers sont fixés en plein milieu de journée et qu'il faut à chaque fois se plier aux horaires fixés par d'autres pour pouvoir assister à tout cela, à un moment, on ne peut plus être sur tous les fronts. Je trouve que c'est un procès d'intention absolument irrespectueux. Je suis profondément désolée, Stéphanie.

**Stéphanie JANNIN**

Je suis moi aussi profondément désolée parce que j'aurais beaucoup aimé avoir votre soutien quand il s'agissait d'aller soutenir la politique de l'agro écologie, ce qui n'est pas facile pour tout le monde, auprès des maires dans les différentes communes. Croyez-moi, j'étais toute seule.

**Monsieur le Président**

Nous allons maintenant dire un mot sur la LNMP. Il faut bien sûr être unis et, d'ailleurs, j'ai rassemblé toutes les villes, ici, à la Métropole, qui sont sur le parcours : Nîmes, Montpellier, Sète, Béziers, Narbonne. Nous avons fait une conférence de presse pour le dire. Nous avons été les premiers à nous manifester.

Je rappelle que tous les ans il y a une association qui s'appelle l'association des villes à grande vitesse qui vient illustrer le trajet de la ligne Nîmes-Montpellier-Sète-Béziers-Narbonne-Perpignan-Gérone-Figueres-Tarragone-Barcelone-Valence. La présidence de cette association est tournante. Nous avons eu, à Montpellier, la présidence, et nous nous sommes rassemblés au Corum. L'année suivante c'est-à-dire l'année passée, je suis allé à Tarragone, puisque le maire présidait l'association. En 2017, c'était le tour de Toulouse. Et le maire n'a pas voulu réunir les villes à grande vitesse à Toulouse. Il n'y a donc pas eu de réunion de ces villes à grande vitesse. On peut le comprendre, il était davantage impliqué dans la ligne Bordeaux-Toulouse. Je me suis donc rapproché des services de la Métropole il y a quelques jours, pour proposer que la prochaine réunion se tienne à Montpellier. Nous allons donc recontacter toutes les Villes. Parce que Toulouse fait partie, également, des villes à grande vitesse, du fait de la connexion à Narbonne. J'ai donc demandé que la prochaine réunion des villes à grande vitesse ait lieu ici. Je ne suis pas le seul à le demander. Mon ami Jacques BASCOU, Président du Grand Narbonne est lui aussi favorable à cette réunion. Je vous tiendrai informés des suites de ce sujet.

**Jean-Pierre GRAND**

Il n'échappe à personne que les propos que vous venez de tenir, qu'aucun d'entre nous ne peut mettre en doute et en tous les cas pas moi, prennent toute leur saveur après la venue du Vice-Président de la Métropole de Toulouse.

**Monsieur le Président**

Je vous dis la vérité. Vous avez peur de la vérité ?

**Jean-Pierre GRAND**

Je n'ai peur de rien.

**Monsieur le Président**

C'est marrant. Vous habillez toujours la vérité, Monsieur GRAND. C'est très pervers.

**Jean-Pierre GRAND**

On essaie de parler sérieusement.

**Monsieur le Président**

Vous êtes très pervers.

**Jean-Pierre GRAND**

Je voulais vous dire que je pense qu'il y a urgence. Les calendriers de décision ne sont fixés ni par vous ni par moi.

**Monsieur le Président**

On ne vous a pas attendu.

**Jean-Pierre GRAND**

Nous voyons les choses avancer et je vois ce que font d'autres territoires. Et je pense qu'aujourd'hui il y a urgence non pas à faire des réunions à Montpellier ou à Palavas mais d'avoir une action nationale extrêmement importante à Paris en y organisant les réunions de manière médiatique, puissante. Il y a des moyens pour le faire. Je comprends que vous n'ayez pas envie d'en parler avec moi mais je suis sur ce dossier comme sur d'autres disponible pour être utile à Montpellier Méditerranée Métropole et à notre Région.

**Monsieur le Président**

Mais où êtes-vous depuis 30 ans sur la LNMP ? Je ne vous ai jamais vu dans les journaux nationaux. Je ne vous ai jamais vu sur les plateaux télévisés. Je ne vous ai jamais vu sur la chaîne Public Sénat défendre la LNMP. Je ne vous ai jamais vu. Je ne plaisante pas du tout. Madame DELGA, avec Monsieur MOUDENC, et le Président de la nouvelle Aquitaine, sont allés voir le Ministre des transports. Où étiez-vous ?

**Jean-Pierre GRAND** répond hors micro

**Monsieur le Président**

Avez-vous parlé d'union, à ce moment-là ?

**Jean-Pierre GRAND**

Je parle d'union depuis longtemps sur ce sujet.

**Monsieur le Président**

Avez-vous parlé d'union lors de ces réunions ? Vous vous êtes tu. Vous vous êtes couché.

**Jean-Pierre GRAND**

Si vous n'êtes pas invité à des réunions, ce n'est quand même pas à moi qu'il faut s'en prendre. Je vous dis ce qu'il faut faire.

**Monsieur le Président**

La réunion avec l'Aquitaine, je n'avais pas à y être. Je fais mon travail et faites le vôtre.

**Jean-Pierre GRAND**

Je vous dis simplement qu'il faut agir et vite.

**Monsieur le Président**

Il faut, il n'y a qu'à. Je vous connais. Ça fait longtemps que vous dites cela. Il faut, il n'y a qu'à.

**Jean-Pierre GRAND** répond hors micro

**Monsieur le Président**

Il fait un comité, comme pour le stade. Vous avez brillé, encore une fois.

**Jean-Pierre GRAND**

Sur les infrastructures, j'étais disponible pour l'intérêt général. Et je le maintiens. Je sais que cela ne vous plaît pas mais je le maintiens.

**Monsieur le Président**

Alors faites une grande intervention au Sénat. Levez-vous et parlez dans l'hémicycle.

**Jean-Pierre GRAND**

Je l'ai fait à plusieurs fois.

**Monsieur le Président**

Je ne vous ai pas vu.

**Jean-Pierre GRAND**

Pour la loi MAPTAM j'avais du mal à en parler car je n'étais pas parlementaire.

**Monsieur le Président**

Vous auriez pu parler au titre d'élu de la République. Vous avez été député.

**Jean-Pierre GRAND**

Je pense que je vais arrêter de m'exprimer ce soir.

**Monsieur le Président**

Cela vous plaît de faire cela. Vous l'aimez. Cela vous aide.

**Jean-Pierre GRAND**

Je vais arrêter du fait de votre réaction vis-à-vis de nous, qui représentons nos communes. Nous pouvons supporter que vous soyez désagréable avec nous.

**Monsieur le Président**

Arrêtez de pleurer. Vous êtes une pleureuse, Monsieur GRAND. Vous êtes une pleureuse.

**Jean-Pierre GRAND**

Ce n'est pas vis-à-vis de nous que c'est insupportable mais vis-à-vis de nos collectivités que nous représentons et de la population que nous représentons. Nous représentons ici le même intérêt général que vous. Le même.

Je vous propose donc, Monsieur le Président, de changer de ton et de reprendre une présidence plus décente. Vous verrez que les choses iront mieux.

**Monsieur le Président**

Arrêtez de faire la morale. Vous faites la morale en permanence et vous pleurez. C'est votre méthode. Je vous connais.

**Cyril MEUNIER**

Vous n'avez pas répondu sur le calendrier du SCoT et du PLUi.

**Monsieur le Président**

Je vous répondrai. J'ai une réunion avec le Préfet et avec Monsieur DESPAY, d'ici une semaine. Et je vous répondrai.

**Jean-Pierre GRAND** hors micro

**Monsieur le Président**

Nous avons fini le débat. Je vous demande de prendre acte. Nous passons au point suivant.

*Le Conseil prend acte de la présentation du rapport préalable au budget sur la situation en matière du développement durable.*

## **AFFAIRE N° 2 : RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

*Mme I. GUIRAUD et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.*

*M. A. LARUE et M. J-L SAVY sortent de séance.*

*Mme A. DESTAILLATS sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J-L MEISSONNIER.*

*M. J-P. GRAND sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. DARDE.*

**Monsieur le Président**

Rosy Buono.

## Rosy BUONO

Droit de vote, droit d'exercer une activité professionnelle sans l'accord de son mari, droit à disposer de son corps, loi sur l'égalité professionnelle, loi sur les violences faites aux femmes, etc. Les progrès sur l'égalité entre les femmes et les hommes sont nombreux. Ils sont souvent le résultat de combats individuels face à une société pas toujours prête à les entendre. Le travail des associations mérite d'être salué et soutenu. Ces avancées sont bien réelles et il faut les saluer. Mais, l'actualité d'une part, et les constats chiffrés, d'autre part, sont là pour nous rappeler que tout est loin d'être acquis, pérenne et suffisant. Soyons vigilants. Des arrêts sur images objectivés sont nécessaires et une évolution des mentalités et des cultures est toujours à remettre sur l'ouvrage.

C'est l'état d'esprit de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes qui prescrit aux collectivités et aux EPCI de plus de 20 000 habitants d'élaborer un rapport sur la situation en matière d'égalité. Ce rapport comporte deux grandes thématiques. D'une part, les actions menées par la Métropole, en tant qu'acteur public, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, sur l'accès à l'emploi, au sport, à la citoyenneté, l'accès à la santé et aux droits, mais également dans le cadre de la politique ambitieuse de développement économique. Les actions multiples menées ont toute vocation à permettre aux femmes d'avoir une place d'actrices, à égalité avec les hommes, sur notre territoire. D'autre part, en tant qu'employeur, la Métropole présente la situation en matière d'égalité au sein de ses propres collaborateurs. L'évolution essentielle porte sur ce qui peut être qualifié, encore, de stéréotypes. Plus de 80 % d'hommes dans les filières techniques, plus de 80 % de femmes dans la filière administrative. Faire changer les mentalités en interne mais également ouvrir les possibles dès le plus jeune âge est un changement culturel majeur. Le forum des métiers, organisé récemment par la Métropole a suscité un vif intérêt auprès des agents, leur ouvrant des possibilités de mobilité ou de reconversion que, bien souvent, ils ne soupçonnaient pas. Cette manifestation mérite d'être reconduite.

Monsieur le Président, si vous le permettez, alors que les rapports entre les hommes et les femmes sont sous le feu de l'actualité, retranscrits à mon avis de façon nauséabonde, il est à craindre que, dans ce climat uniquement délétère, nous ne puissions plus bénéficier d'un joli mot qui est dans le vocabulaire français, le mot « *galanterie* ». Il doit s'allier avec le mot respect. Tout aussi agréable. Pour une minorité de sagouins, et je soutiens férocelement le combat des femmes battues ou abusées, la vie étant faite de résilience, nous ne devons pas perdre le bon sens que nos parents nous ont inculqué. La justice fera son travail, et gardons le plaisir de vivre dans une société mixte de genre respectueuse des valeurs françaises.

Permettez-moi, de façon plus pratique, de saluer le travail conjoint du département économie, emploi et insertion et du département solidarité vivre ensemble, ainsi que du pôle ressources humaines et relations sociales, pour ce rapport détaillé et précis sur la situation en matière d'égalité entre les personnes de sexes différents tant dans la cité que dans le monde du travail. Au-delà de ces contributeurs directs à la rédaction du rapport, ce sont toutes les entités de la Métropole qui sont, d'une manière ou d'une autre, concernées par cet enjeu de société. J'invite chacun et chacune de mes collègues à en prendre connaissance avec attention. Il est vraiment matière à réflexion personnelle. Les actions présentées dans ce rapport sont le fruit d'une réflexion puis d'une ligne politique que vous portez, Monsieur le Président. Et à laquelle j'adhère pleinement, au titre de femme, mère, citoyenne.

Cette politique audacieuse dans laquelle la femme trouve sa place, aidée en cas de besoin, valorisée selon les cas, est un réel espoir pour notre société. La mixité est une évidence. C'est une chance à cultiver précieusement. L'égalité ne peut plus être contestée. Nous devons prendre conscience que 2016 et 2017 ont été des années de réorganisation profonde pour la Métropole. Les directives de la loi ont été appliquées et, en même temps, dans le cadre du schéma de mutualisation, entre la Ville à la Métropole, il a été tenu compte de l'enjeu de l'égalité professionnelle. Un poste, au sein du pôle ressources humaines de l'action sociale a notamment été identifié pour intégrer cette mission dans ses fonctions.

Dans un autre domaine encore l'étude avec les partenaires sociaux, la possibilité de la mise en œuvre du télétravail non seulement dans des situations de handicap mais aussi pour permettre un meilleur équilibre de nos agents entre vie privée et professionnelle, quel que soit le sexe, serait tenté. Mais, bien sûr, dans une situation envisageable et encadrée strictement. J'ai peut-être abusé de votre temps, passionnée par ce sujet, mais je ne peux conclure, Monsieur le Président, sans vous remercier, au nom de tous vos Vice-Présidents et Vice-Présidentes, d'avoir eu le courage, contre vents et marées, de respecter, au sein de votre exécutif, une parité parfaite. Nous sommes donc à la pointe d'un changement de mentalité. C'est encore une des particularités de la modernité de votre gouvernance.

**Monsieur le Président**

Merci. Vous savez que ce rapport doit être présenté juste avant le budget, comme le rapport sur le développement durable de la Métropole. C'est à ce titre que Madame BUONO s'est exprimée. Il suffira pour nous de prendre acte, comme pour le premier rapport. Monsieur DI RUGGIERO, vous êtes le seul à prendre la parole. C'est cela qui me choque un peu.

**Jean-Marc DI RUGGIERO**

Je profite de ce rapport pour souhaiter que les interventions de nos collègues qui s'adressent à une collègue femme ne se fassent pas par le prénom, en particulier en ce qui concerne Madame JANNIN. Ce serait beaucoup plus digne.

**Monsieur le Président**

Merci. Ce sont des façons de procéder qui sont dans le langage usuel mais qui sont révélatrices d'une façon de voir le monde. Donc, vous avez raison d'être attentif sur ce type de choses.

**Audrey LLEDO**

Je n'avais pas prévu d'intervenir car je m'étais dit que ce rapport était plus ou moins le même que celui que nous avons eu à Montpellier. Vous connaissez déjà ma position sur le sujet. C'est un rapport qui, en tant que femme, me révolte. Quand j'entends dire que pour lutter contre les discriminations hommes-femmes il faut éviter de nous appeler par notre prénom ou qu'il faut nous stigmatiser en tant que femmes pour essayer de nous mettre sur un pied d'égalité, ce n'est pas comme cela que j'envisage cette égalité entre les hommes et les femmes. J'envisage plutôt une équité entre les hommes et les femmes. Une équité de traitement. Je crois que ce rapport est loin de la réalité et de ce que, nous, les femmes, nous pouvons attendre. Nous sommes bien loin des problématiques auxquelles nous sommes confrontées tous les jours comme par exemple le fait de ne pas pouvoir se balader dans la rue sans être agressées, importunées ou être dans le tramway sans pouvoir s'asseoir ou porter des jupes ou des talons. C'est ça aussi l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est pouvoir se balader dans les rues. Ce n'est pas simplement de dire que l'on ne va pas appeler quelqu'un « *Mademoiselle* ». Concrètement, on n'en a absolument rien à faire. La réalité des choses c'est que l'on ne peut pas faire exactement les mêmes choses que vous sans se faire importuner, sans se faire regarder, sans se faire montrer du doigt. C'est cela la réalité.

**Monsieur le Président**

Je vais vous donner ma vision des choses dans l'enceinte publique qu'est le Conseil de Métropole et je pourrais vous dire la même chose pour le Conseil municipal de Montpellier. Je n'ai pas, des hommes et des femmes politiques qui sont face à moi une vision sexuée. J'ai face à moi des êtres qui font de la politique. Qui sont élus, légitimement, et je ne les regarde pas comme appartenant à un genre ou un autre. En fait, j'ai de vous, au sens large du terme, la même vision que quand je regarde le plafond de la Chapelle Sixtine. Des anges, asexués, imberbes, colorés, avec des vêtements de différentes couleurs. Mais je ne leur attribue aucune discrimination. Aucun signe de discrimination possible. Chacun, ici, est un être politique élu légitimement et il a le droit au même temps de parole et d'expression. Vous pouvez vérifier que, chaque fois que l'on me demande la parole, vous la première, je vous la donne. Quand certains, qu'ils soient hommes ou femmes, dépassent les bornes, je sais le leur rappeler indépendamment de leur sexe. J'ai de vous la vision des anges de la Chapelle Sixtine. Imberbes et asexués. C'est clair. Je vous propose de prendre acte.

L'assemblée prend acte du rapport.

**AFFAIRE N° 3 : VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - APPROBATION**

*Mme J. FRECHE sort de séance.*

*M. A. LARUE et M. J-L. SAVY entrent en séance.*

*M. T. DEWINTRE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J. RAYMOND.*

**Monsieur le Président**

Max LEVITA.

## **Max LEVITA**

Ces opérations sont prévues en préalable au vote du budget. Avant, je voudrais m'excuser auprès du Monsieur PASTOR et de Monsieur COUSQUER car, tout à l'heure, je n'ai pas parlé de votre action dans la relation avec Toulouse. C'est un oubli. Je vous prie de m'en excuser.

Je vous propose d'abord des créations d'autorisations de programmes avec les crédits de paiements qui vont avec. Il s'agit d'abord de la réhabilitation du centre Neptune sur le site de la Mosson à Montpellier pour une opération de 14 240 000 euros. Cette opération va donc démarrer en 2018. Les premiers crédits de paiement sont de 800 000 euros. L'aide à la pierre sur fonds propres est une opération de 16 800 000 euros qui va démarrer en 2018 par une inscription de 3 millions d'euros. En informatique, il y a l'extension du schéma directeur d'aménagement qui est une opération de 4 millions d'euros qui va démarrer en 2018 par une inscription de 1,36 million d'euros. La cité intelligente représente une opération inscrite à hauteur de 7 200 000 euros qui démarre en 2018. Les travaux sur le siège de la Métropole représentent 300 000 euros. Les raccordements aux réseaux électriques loi SRU représentent 900 000 euros. Et, enfin, la création d'une station de vélo à la gare Saint-Roch est prévue pour 700 000 euros.

Est également prévue, sur le thème de la propreté et de la valorisation des déchets, une inscription de 20 millions d'euros pour l'extension et la rénovation du centre de tri des déchets sur DEMETER. La modernisation du parc des déchetteries pour 6 972 000 euros. Pour la lutte contre les inondations, il y a trois opérations. À Lattes, pour la protection de la basse vallée, cela représente 3 591 000 euros. Il y a également Fabrègues, et Grabels, la lutte contre les inondations, prévue sur la taxe GEMAPI et le schéma hydraulique du Verdanson représente 3 600 000 euros. Le schéma hydraulique du Verdanson sur le bassin de la Valsière représente quant à lui 3,5 millions d'euros.

Le second point concerne la révision des autorisations de programmes et crédits de paiement votés dans le cadre du budget primitif qui concernent l'ensemble des pôles territoriaux. Je passe rapidement. Si vous avez bien lu, la première colonne représente le montant de l'autorisation de programmes 2018 depuis que les attributions de compensation ont été créées sur la première. Ce qui a été réalisé, en deuxième colonne, et ce qui est inscrit, ensuite, en 2018. Ces inscriptions sont transitoires. Comme vous le savez elles seront modifiées après la prochaine CLECT pour tenir compte des décisions des 31 communes sur la possibilité qu'a offerte le Président de la Métropole d'ajouter en ACI ( Attribution de compensation d'investissement) de zéro à 30 % de l'AC de voirie. Vous en avez la possibilité et un certain nombre d'entre vous ont répondu.

A la demande du Président, si vous n'êtes pas inscrits en 2018, vous avez la possibilité de vous inscrire en 2019. Vous n'êtes pas obligés. Mais cela faciliterait le travail de Monsieur HEMAIN et de Monsieur ALIS. Je précise également que l'opération fonds de concours est possible et que vous pouvez la continuer.

Sur la culture, je vous demande d'augmenter, pour l'hôtel de Montcalm car nous avions prévu 17,955 millions d'euros. Je vous propose d'ajouter de 4,544 millions d'euros. Pour la restauration des œuvres du musée Fabre, je vous demande d'ajouter 783 000 euros. Pour la piscine Héraclès, je vous demande d'ajouter 150 000 euros. Pour l'accessibilité des équipements sportifs, 1,7 million d'euros. Pour le foncier, d'ajouter, pour les opérations d'aménagement à vocation économique 667 620 € et les acquisitions foncières 4,04 millions d'euros.

Enfin, je vous propose de clôturer deux autorisations de programmes. La restauration des œuvres du musée Henri Prades et, pour le schéma directeur d'aménagement numérique, dont je vous parle, il est aujourd'hui terminé.

## **Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

## **Henri ROUILLEAUT**

Je voterai cette délibération dans laquelle il y a de nombreux investissements qui sont très utiles pour le futur de notre agglomération. J'ai simplement envie de profiter de cette occasion pour dire que je souhaite que, bientôt, à ces AP et CP, s'ajoute la question de la suppression du passage à niveau de Castelnau et vous demander, Monsieur le Président, ce qu'a pu dire Monsieur le Préfet qui est venu en visite dans notre commune, à savoir le fait qu'une étude allait être engagée de façon imminente avec un cofinancement SNCF Métropole et les communes pour cibler de façon définitive le projet et ses financements. L'étude serait donc financée en trois parties.



Deuxièmement, en ce qui concerne les travaux eux-mêmes, Monsieur le Préfet nous a confirmé un financement à 50 % de l'État et 50 % de la Région. La commune de Castelnau a changé sa position et accepte de financer 5 %. Il reste 45 %. J'ai compris, en écoutant Monsieur le Préfet, que la Métropole et la Région assureraient ce complément puisque le Préfet nous a dit les solliciter dans le cadre du CPER.

**Monsieur le Président**

Je ne sais plus qui parle pour Castelnau. Parce que tout le monde parle pour Castelnau. Alors qu'il n'y a pas le maire, ici. C'est vraiment gênant parce que chacun défend sa paroisse. Mettez-vous à ma place.

**Catherine DARDE**

La commune n'a pas changé de position. On a toujours dit que nous financerions à hauteur de 5 %.

**Henri ROUILLEAUT**

Vous étiez en Conseil de Métropole et vous avez entendu l'engueulade entre Monsieur GRAND et le maire de Baillargues. C'était il y a deux ans. Vous devez avoir de la mémoire, Madame.

**Catherine DARDE**

On était à 5 % et cela continue. On le maintiendra jusqu'au bout. On attend le reste des autres financeurs.

**Henri ROUILLEAUT**

C'est un changement de position.

**Monsieur le Président**

Dites-le au micro, parce que c'est intéressant, ce que vous dites.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

À Castelnau, une dynamique pourrait être envisagée si, au lieu de baisser les impôts, on les augmentait un peu pour activer la suppression du passage à niveau dans l'intérêt de la sécurité de tous les concitoyens de Castelnau. Baisser les impôts, par les temps qui courent, prouve bien que l'on a des priorités qui sont plus des priorités électoralistes que pour la sécurité des habitants de Castelnau ou des voisins. [...] (*propos hors micro*). À Baillargues, on augmente les impôts mais cela contribue à la sécurité.

**Monsieur le Président**

Il est dommage que le maire de Castelnau ne soit pas là. Mais c'est comme cela. C'est le scrutin qui fait cela.

**Joël RAYMOND**

Vous connaissez ma position sur les AC. Je ne vais pas la réitérer car, sinon, Monsieur LEVITA va se mettre en colère. Mais je voudrais apporter une précision par rapport à ce qu'il a dit sur les tableaux concernant les pôles. Le montant de l'autorisation de programmes inscrite en 2018, de mémoire, puisque j'ai participé à la commission des finances, s'explique aussi parce qu'il n'y a pas, aujourd'hui, à ce jour, le reliquat de 2016 qui est connu. C'est pour cette raison. Et pas seulement par rapport à l'ACI que souhaitent mettre en place, visiblement, l'ensemble des maires. C'est donc aussi parce que le reliquat de 2016 n'est pas encore connu. En tout cas, je n'en n'ai pas pris note, pour la commune de Montaud. Par ailleurs, en septembre, lors d'un Conseil métropolitain, vous nous avez notamment indiqué que vous écririez au Ministre pour pouvoir avoir un renseignement sur le petit astérisque mentionné avec le fait de prendre en compte de l'AC dans l'investissement. Je voudrais savoir si vous avez eu une réponse concernant ce courrier.

**Monsieur le Président**

Monsieur LEVITA vous répondra à ce sujet mais il vous fera la même réponse que d'habitude puisque nous avons eu la réponse de la DGCL.

**Cyril MEUNIER**

Je vous ferai remarquer que, lors de la séance précédente, vous ne m'aviez pas répondu sur ma demande de réunion des maires sur la question du PLUi. Vous ne m'avez pas répondu sur le schéma de mobilité ni sur la demande de la commune de Lattes pour le confort des habitants du Sud de Montpellier et du Nord de Lattes d'une étude sur le respect des limites de bruit de la LGV. Je vous demanderai donc de me répondre.

**Monsieur le Président**

Vous étiez sorti quand j'ai répondu que j'avais eu une réunion avec le Préfet.

**Cyril MEUNIER**

Non, j'étais là. J'ai entendu quand vous l'aviez dit.

**Monsieur le Président**

J'ai eu une réunion avec le Préfet et avec Monsieur DESPAY. Vous m'avez interrogé sur le PLUi et le fait que nous reculions le vote du SCoT parce que je souhaite que la préservation des terres se fasse en partenariat complet et transparent avec la Chambre d'agriculture de l'Hérault.

**Cyril MEUNIER**

Non, Monsieur le Président. Je suis tout à fait d'accord avec la démarche qui fait que l'on essaie de trouver un terrain d'entente avec la Chambre d'agriculture de l'Hérault. On peut reculer le SCoT mais on sait très bien que c'est pour quelques mois. Je maintiens que, puisque nos services et les mairies ont continué à travailler sur le PLUi, on peut embarquer le PLUi dans la foulée. Sans attendre les élections de 2020 pour le lancer. Je vous ai demandé, en mon nom et au nom du GCM une réunion de tous les maires pour prendre une position ensemble pour déterminer ce que l'on fait du PLUi. Pour déterminer si on essaie de le lancer avant et peut-être de le faire voter, avant 2020, ou si on décide de le reporter après 2020, selon votre volonté première.

La deuxième question que je vous ai posée demandait où nous en étions du schéma de mobilité. J'avais même dit que j'étais sûr que vous alliez nous donner une bonne nouvelle. Et je n'ai même pas eu de réponse.

Troisièmement, je vous demandais au nom des habitants du Sud de Montpellier et du Nord de Lattes, où la LGV passe, d'exiger une étude par OC'VIA et Réseau Ferré de France sur la réalité du respect des normes légales de limitation du bruit lorsque les trains de marchandises passent. En tant que maire de Montpellier je pense que vous êtes d'accord pour protéger les riverains avant que le chantier soit totalement livré et que OC'VIA ait totalement disparu de la circulation. Sachant qu'il y a beaucoup d'autres sujets sur lesquels on pourrait atteindre OC'VIA concernant le non-respect des cahiers des charges. Mais on n'en discutera pas aujourd'hui.

Concernant la délibération qui nous est proposée, je voulais faire une réflexion sur la mobilité. Je vois qu'il n'y a que 700 000 euros sur la mobilité et que le seul investissement concerne la vélo station hangar de Saint-Roch. C'est un très bon investissement mais je remarque qu'une fois de plus la station de tramway de Boirargues n'est pas programmée alors que les études sont terminées depuis longtemps. C'était une promesse, vis-à-vis des 800 logements créés et des grandes entreprises en particulier ASICS qui a été installée à cet endroit.

La Métropole et la Ville de Lattes se retrouvent ainsi aujourd'hui dans une configuration compliquée où les entreprises se sont installées, ont créé de l'emploi, où l'on a fait maintenir ASICS sur le territoire. Nous en avons vu les conséquences puisque le fait de maintenir ce siège a permis ensuite la création dans la zone aéroportuaire de Mauguio de la base logistique qui va créer 200 emplois. Notre démarche est vertueuse mais dans les négociations que nous avons avec ce groupe et avec d'autres et surtout avec les habitants qui se sont installés dans cette périphérie, nous avons promis la mise en place de la station de tramway de Boirargues en 2016. Je rappelle que lorsque nous avons créé la ligne trois pour la mettre en œuvre dans de très bonnes conditions, la commune de Lattes avait suspendu la mise en place des deux stations, celle qui va nourrir les hauts de Lattes...

**Monsieur le Président**

Simplement, ASICS est sur le territoire de l'étang de l'Or, non ?

**Cyril MEUNIER**

Non. Le siège de la société a été installé sur l'avenue de la mer en démarche conjointe par la mairie de Lattes et la Métropole. Le siège en tant que tel. Alors que le siège était destiné à partir à Amsterdam. Nous avons tout fait et nous avons mis en œuvre une stratégie conjointe pour convaincre les propriétaires japonais de rester sur place. On a donc gardé les emplois. Ils sont pratiquement 160 à travailler au siège. Trois ans après, la société a fait perdurer son investissement, a fait de Montpellier, je ne dis pas Lattes mais Montpellier, son siège Sud Europe. Nous sommes partis du risque d'un départ de la France et nous avons réussi à garder le siège. Cela représente environ 150 emplois sur notre territoire. Ils ont même décidé de développer la base logistique au Nord de l'aéroport pour créer 200 emplois qui bénéficieront à tout le monde. Cette démarche est vertueuse et le fruit de la démarche que nous avons lancée il y a 10 ans et de la bonne collaboration entre la SA3M, la Métropole, la Ville de Lattes, et les différents opérateurs privés qui ont travaillé sur ce chantier. Cela prenait en compte la création de la station.

Dans le périmètre, 700 logements ont été créés, dont 30 % et plus de logements sociaux. Je demande donc que la station soit mise en place. Lorsque l'on a créé la ligne trois, la commune de Lattes a accepté de surseoir à l'installation de cette station. Elle devait être livrée en 2016 et je demande à ce qu'elle soit mise au budget dès cette année. On n'avait pas de schéma de mobilité. Et on ne peut pas se contenter, à l'échelle de notre Métropole, d'un seul et unique dossier d'investissement sur la mobilité avec la vélo station gare Saint-Roch. Sinon, je reprendrai les propos de Stéphanie JANNIN, pour considérer que l'on peut faire de l'écologie ou du développement durable par incantation mais que, si on ne met pas des actions en place, en particulier sur le transport en commun, on ne fait que de l'incantation.

Quand on lit le tableau très bien fait par les services de la Métropole sous la direction de Monsieur LEVITA, on se rend compte qu'il y a une séparation entre la lutte contre les inondations et la lutte contre les inondations qui peuvent être retenues par les crédits GEMAPI. C'est intéressant. J'attire l'attention de l'ensemble de mes collègues sur ce point. Tout ce qui est prêt dans les PAPI, le PAPI1, le PAPI2, avec avenant, n'est pas lié à la taxe GEMAPI. Parce que c'est la loi. Parce que nous avons les financements. Ce sont donc les actions nouvelles qui sont prises dans ce cadre. Nous avons donc le schéma hydraulique du Verdanson. J'en suis ravi pour la ville de Montpellier à qui incombaient ces travaux. L'impôt qui a été instauré permettra donc de réaliser les travaux sur le Verdanson. Cela s'appelle de la solidarité intercommunale. Je voulais que tout le monde en prenne conscience. À sa juste valeur.

**Monsieur le Président**

Merci pour cette intervention. Simplement, vous dites qu'il y a 700 000 euros seulement pour les mobilités sur le budget mais vous vous êtes trompé de page. Il y a 107 millions d'euros.

**Cyril MEUNIER**

Je ne me suis pas trompé de page. Puisque l'on vote le budget général et le budget transport, après, j'intervenais dessus. Les investissements sur les transports, Monsieur le Président, avant de vous demander une intervention sur la station de tramway, j'ai regardé et j'ai même posé les questions à la conférence des maires que vous n'avez pas dénié honorer de votre présence alors que l'on discutait le budget.

**Monsieur le Président**

Le vote du budget, c'est ce soir.

**Cyril MEUNIER**

Cela veut dire que la conférence des maires, de votre propre opinion, ne pèse pas beaucoup, puisque vous avez présidé une réunion et que vous n'êtes pas venu à cette réunion pour préparer le budget. C'est un élément qui nous avait marqué.

**Monsieur le Président**

On vote le budget ce soir, en assemblée publique.

**Cyril MEUNIER**

Donc, selon vous, la conférence des maires ne sert pas à grand-chose.

**Monsieur le Président**

Si. Elle est utile.

**Cyril MEUNIER**

Je reviens à la conférence des maires et aux différentes instances où nous pouvons nous exprimer et où nous allons.

**Monsieur le Président**

Donc, vous considérez que Madame GALABRUN ne compte pas. Elle est première Vice-Présidente et elle ne compte pas ? C'est une drôle de façon de voir les choses.

**Cyril MEUNIER**

Vous devriez en rajouter, pour être encore plus ridicule, et me faire remarquer qu'elle est une femme, que vous êtes un homme, et que je la considère moins parce que c'est une femme. Restons sérieux. Je reviens sur les transports.

Si on regarde le budget transport, de 107 millions, il y a, et c'est normal, la remise, après 15 ans de fonctionnement, de la ligne un, l'achat de trams, la remise en état de la ligne, parce que l'on sait que, quand on fait un tramway, tous les 15 ans il faut renouveler le matériel roulant et le matériel. Il n'y a donc pas, dans le budget, d'investissement consacré à la création d'une nouvelle station, à Boirargues ou ailleurs. Dans le budget mobilité de l'affaire qui nous concerne, et sur laquelle je m'exprime, il n'y a que 700 000 euros concernant la vélo station de Saint-Roch.

### **Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1.

S'est abstenue : Audrey LLEDO.

### **AFFAIRE N° 4 : BUDGET PRIMITIF 2018 - ADOPTION**

*Mme J. FRECHE entre en séance.*

*M. E. PASTOR arrive en séance. (Le pouvoir donné à Mme TOUZARD est retiré).*

*M. H. DE VERBIZIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J-M. DI RUGGIERO.*

*M. A. LARUE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. C. COUR.*

*M. A. MOYNIER sort définitivement de séance.*

### **Max LEVITA**

Je vais essayer d'être moins long que d'habitude pour vous présenter le budget. Mais il s'agit quand même de 857 millions d'euros et nous ne pouvons pas les traiter trop rapidement. Sur le premier tableau, il y a l'essentiel. Je parle du budget consolidé. Il s'élève à 857 millions d'euros. 478 millions d'euros en fonctionnement et 379 millions d'euros en investissement. C'est un budget un peu compliqué parce que, comme vous le savez, il va falloir que l'on signe un contrat avec la préfecture. Il faut que l'on travaille sur un budget consolidé à périmètre constant. Nous avons choisi de vous le présenter à périmètre constant et de manière consolidée.

Concernant l'évolution des dépenses, à périmètre constant, nous sommes à plus 1,1 %. Les dépenses d'investissement sont à plus 10 % avec un endettement maîtrisé. Ce budget participe à notre effort, aux efforts demandés par l'État, dans la loi de programmation des finances publiques sur ce futur contrat financier. Je veux souligner que ce budget est loyal dans la mesure où nous tenons notre promesse de confirmer, pour la cinquième fois, la stabilité des taux de fiscalité métropolitains. Il y a donc 0 % d'augmentation.

Je vais rentrer dans le détail sur trois thèmes. Une Métropole qui entreprend, une Métropole qui protège, et une Métropole qui fédère.

La première partie concerne la présentation des équilibres financiers. Les équilibres budgétaires. Essentiellement, nous avons enregistré des transferts de compétences. Il s'agit des transferts de compétences venant du Département. Je vous rappelle que cela concerne le fonds de solidarité pour le logement, le fonds d'aide aux jeunes et, enfin, la culture, avec le domaine d'O, qui ont été transférés à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le second point est que le budget prend en compte la mutualisation avec la Ville de Montpellier, dont la mise en œuvre se poursuit, et qui a des conséquences budgétaires que je vous présenterai. Troisièmement, ce budget prend acte de l'exercice par la Métropole, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'une nouvelle compétence. Je le souligne, il s'agit d'une nouvelle compétence : la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. J'indique que nous avons supprimé le budget annexe du funéraire. Je vous présenterai les comptes définitivement lors du compte administratif que je présenterai au mois de juin.

Sur le contexte national, nous sommes donc dans les dispositions de la loi de finances de 2018. Les éléments conduisent à un taux que nous ne pouvons pas dépasser. Je vous rappelle également que ce budget prend en compte pour la première fois la réforme de la taxe d'habitation. Pour nous, l'effet sera faible dans la mesure où nous ne touchons pas aux taux. Je vous rappelle qu'est prévue la suppression de la taxe d'habitation sans que nous ne sachions ni à la Métropole ni dans les communes par quoi elle sera remplacée. Vous appréciez la difficulté de faire de la prospective dans ces conditions...

J'aborde maintenant les grands agrégats du budget primitif. Vous avez sous les yeux un tableau qui les reprend. Sur le budget principal, dans la section de fonctionnement, dont je vous rappelle que cela concerne le budget consolidé, il y a la totalité avec les nouvelles compétences, puis le budget annexe transport, le budget annexe assainissement, etc. Au total, le budget consolidé est présenté, avec les augmentations, sur le tableau. Concernant les indicateurs financiers, les dépenses réelles de fonctionnement du budget permettent de faire une comparaison. Cette comparaison n'est pas très significative dans la mesure où les Métropoles dont nous avons les chiffres n'ont pas obligatoirement les mêmes compétences. Mais, d'une manière générale, quand les comparaisons sont défavorables à la Ville, personne n'hésite à les utiliser. Là, elles ne sont ni favorables ni défavorables, mais elles montrent la situation exacte qui montre que nous avons un rang tout à fait honorable. Nous sommes dépassés par Nice, par Bordeaux, par Nantes, Strasbourg, et Lyon. Au total, les dépenses réelles de fonctionnement atteignent 1 027 euros par habitant en 2018. Les chiffres qui vous étaient communiqués étaient ceux de 2016. L'épargne brute atteindra en 2018 119 millions d'euros par rapport à 113 millions d'euros. L'épargne nette 62 millions d'euros contre 59. Le taux d'épargne brute sera inchangé, à 20 %. L'encours de dette, au 1<sup>er</sup> janvier 2017 était à 960 millions d'euros et sera au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 953 millions d'euros. Notre capacité de désendettement est donc autour de huit ans. À la suite de la pression exercée sur le gouvernement, la limite de 12 ans initialement fixée pour la capacité de désendettement a été retirée. De toute manière, nous sommes à huit ans et sommes donc loin de l'avoir atteinte.

Concernant la structure générale du budget, ce budget représente la quintessence de ce que je vais vous présenter après en entrant dans le détail. Cela montre nos recettes propres, nos impôts entreprises, les impôts ménages, la dotation globale de fonctionnement et les compensations, les autres produits de fonctionnement, avec, en exergue, les dépenses de personnel, la charge à caractère général, les autres charges et subventions, le FNGIR (Fonds National de Garantie individuelle de Ressources), les attributions de compensation que la Métropole verse, les intérêts, qui s'élèvent à 30 millions d'euros, et la subvention d'équilibre. Monsieur ROUILLEAUT, qui est un fin calculateur, a rapporté ces intérêts à la dette et a trouvé un taux supérieur à celui que je vais vous indiquer. Cela tient au fait que nous avons prévu que les taux d'intérêt de nos emprunts variables pouvaient varier de 1 % sur 100 points de base. Nous avons donc intégré cette possibilité dans le calcul de ces intérêts. Concernant l'investissement, il est alimenté par notre épargne brute en recettes. Les emprunts prévus s'élèvent à 84 millions d'euros à mettre en perspective avec les 240 millions d'euros d'investissement. Les recettes propres s'élèvent à 94 millions d'euros. La dernière ligne concerne le réaménagement de dette. Elle est équilibrée en dépenses et en recettes. C'est simplement que l'année 2018, selon certains observateurs, peut se révéler chaotique au niveau des taux d'intérêt. Presque tout le monde prévoit qu'ils vont augmenter. Nous avons prévu de réaménager la dette si cette situation se présente. En même temps, je vous demande cette autorisation.

Vous avez ensuite la répartition du budget consolidé 2018 présenté par compétences. Cela montre nos interventions dans le domaine de l'environnement, de la gestion des espaces, les transports et mobilité, etc. Puis, vous avez les recettes du budget présentées par nature. Avec les emprunts qui représentent environ 10 % du montant de nos dépenses.

On rentre ensuite dans le détail, sur la section de fonctionnement. Je rappelle qu'il s'agit du budget consolidé. La première ligne montre les dépenses réelles de fonctionnement. Elles augmentent de 6,7 % du fait des nouvelles compétences que nous exerçons. Si on les enlève, à périmètre constant, nous ne sommes plus qu'à 1,1 % sur le budget consolidé. Vous avez ensuite la distinction entre les charges à caractère général, les charges de personnel, qui augmentent de 17 %. Mais je vais vous montrer pourquoi et comment. Concernant les recettes consolidées, il y a les impôts et taxes, qui augmentent de 4 %. Nous incluons, dans ces impôts et taxes, la taxe de séjour et la taxe GEMAPI.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 478 millions d'euros soit une augmentation de 1,1 % par rapport au budget primitif 2017. Vous avez la répartition des dépenses dans les annexes trois et quatre. Le tableau sur les charges à caractère général est intéressant. Elles représentent 157 millions d'euros. Sur le budget principal, on passe de 148 millions d'euros à 151 millions d'euros mais, si on retrace, en enlevant les dépenses qui relèvent du transfert de compétences, on est à 149 millions d'euros soit une augmentation de 0,7 %. L'augmentation de ces charges tient à l'augmentation des dépenses de gestion des déchets, à l'apparition des dépenses de la nouvelle compétence GEMAPI et à la montée en charge de la compétence tourisme.

Pour les dépenses de personnel, j'attire votre attention, dans le tableau, sur le fait que, pour le budget principal, nous passons de 89 millions d'euros en 2017 à 105 millions d'euros en 2018. Si on calcule à périmètre constant, nous passons seulement de 89 millions d'euros à 92 millions d'euros.

Dans le tableau, il y a la mutualisation entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Un certain nombre de directions ont été mutualisées et les 9,4 millions d'euros qui figurent sont versés par la Ville de Montpellier au titre de cette mutualisation. Il faut ajouter ensuite le transfert des compétences essentiellement du Département pour 3,2 millions d'euros.

Nous avons ensuite l'évolution démographique et les réglementations, pour 1,1 million d'euros. Il y a également les décisions propres à la Métropole, pour 2,6 millions d'euros. L'évolution, en pourcentage, hors transfert et mutualisation, est donc de 3,8 %.

Pour les dépenses de fonctionnement, il s'agit essentiellement des subventions aux associations qui sont un vecteur essentiel du lien social. Elles atteignent près de 35 millions d'euros en 2018. Vous avez le détail dans le rapport. Il y a notamment les 13,3 millions d'euros pour l'opéra et l'orchestre, 2,3 millions d'euros pour l'office du tourisme, 1,9 millions d'euros pour le Montpellier rugby club, 1,7 million d'euros pour Montpellier handball, etc.

Pour les charges financières, le montant des intérêts est estimé à 29,5 millions d'euros pour le budget consolidé. Que nous distinguons entre le budget principal, 13,5 millions d'euros, et 13 millions sur le budget annexe transport, et 3 millions sur le budget annexe de l'assainissement. Cette prévision est en baisse par rapport à 2017. En raison, notamment, des faibles taux d'intérêt anticipés. Toutefois, nous avons prévu que les taux pouvaient augmenter de 100 points de base. Pour 2017 on a un taux de 2,55 % qui ne se retrouve pas dans le rapport.

Concernant les dépenses de fonctionnement, nous avons la répartition taux fixe taux variable, et je vous rappelle que c'est ce que nous estimons le moins dangereux, moins risqué, en réalisant 50 à taux fixe et 50 à taux variable. Nous avons 14 prêteurs qui sont prêts à nous prêter de l'argent dans les appels que nous lançons. Ils sont donc plusieurs fois couverts.

Pour les recettes de fonctionnement, nous ne touchons pas aux taux. Je vous les rappelle. 36,58 pour la cotisation foncière des entreprises, 12,08 pour la taxe d'habitation, 0,167 pour la taxe sur le foncier bâti, 5,69 pour le foncier non bâti, et 11,25 pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Sur le tableau on vous donne le taux de taxe d'habitation ville centre plus regroupement en 2017. Vous pouvez observer que la Métropole a un rang tout à fait sympathique. Concernant le foncier bâti, la situation est légèrement différente. C'est une situation que nous connaissons mais nous ne sommes plus premiers. Nous sommes troisièmes, puisque nous sommes dépassés par Grenoble et Nantes ce qui est tout à fait sympathique. Nous baissions lentement mais sûrement. Je vous rappelle qu'il y a une réforme de la taxe d'habitation. L'État prendra en charge le montant à hauteur, je crois, de 80 %, en 2018. Pour les bases d'imposition, l'analyse a été faite lors du débat d'orientation budgétaire. En annexe, vous avez tout le calcul qui est refait. Je souligne qu'il n'y a pas d'augmentation de taux car, sinon, si je ne le répète pas, on finira par considérer cela comme normal. Ce qui n'est pas tout à fait le cas. Car nous sommes les seuls à ne pas avoir touché, pour la cinquième année, ces taux, en laissant Paris de côté, car elle ne joue pas dans la même catégorie que nous. Vous avez la répartition des recettes fiscales sur le document présenté. Il y a également d'autres produits fiscaux comme la taxe sur l'électricité, et la taxe de séjour qui sera versée à la Métropole en 2018. Ce montant est compensé aux communes.

Nous nous en chargerons lors de la prochaine commission d'attribution de compensation en mars ou avril. Il faut également ajouter la taxe GEMAPI, à hauteur de 3 millions d'euros. Sachant que nous aurions pu aller jusqu'à 18 millions d'euros. Nous sommes donc tout à fait modestes. Sachant que c'est une compétence nouvelle. Contrairement à ce que disent ceux qui nous attaquent. Il s'agit bien d'une compétence nouvelle sur laquelle je sais qu'un certain nombre d'entre vous seront attentifs à juste titre.

Pour les dotations de compensation, on distingue d'abord la dotation globale de fonctionnement. L'État a changé de pratique. Précédemment, il opérait une diminution de notre dotation. Cette diminution a eu lieu et nous ne sommes pas revenus à la situation de 2014. Ce prélèvement aboutit ainsi à une minoration de notre capacité d'investissement. Nous avons perdu 162 millions d'euros sur la période ce qui aurait permis un investissement de 300 millions d'euros. On a changé de système. On ne nous enlève plus d'argent mais les dépenses de fonctionnement ne peuvent augmenter que de 1,2 %. Mais nous avons donc déjà contribué à hauteur de 162 millions d'euros. Vous avez le calcul de la dotation d'intercommunalité et de compensation dans le document. Je passe sur le fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales sur lequel nous devrions toucher 6,3 millions d'euros.

En ce qui concerne les autres recettes de fonctionnement, le produit des services va augmenter de 32 % en 2018 par rapport à 2017. Pour le budget d'assainissement, dont vous avez le tableau sous les yeux, il est inutile que je le commente. Pour les attributions de compensation versées par les communes il y a l'estimation du transfert de la taxe de séjour. C'est la raison pour laquelle cette attribution diminue. Les dotations versées par le Département augmentent mais le système est complexe, avec une somme globale de subventions et une partie remboursement d'investissement.

Le remboursement diminue et, par voie de conséquence, l'attribution effective augmente. Nous parlerons lors de la prochaine commission du calcul pour la nouvelle attribution de compensation pour la mise en place des aires des gens du voyage. Ce budget est appelé à évoluer en fonction des réponses des 31 communes sur le financement de la gestion des espaces publics et la possibilité d'instituer des AC d'investissement.

J'indique à Monsieur RAYMOND qu'il est clair pour nous (et nous ne reviendrons pas là-dessus) que les attributions de compensation n'ont été intégrées par aucune Métropole comme attribution d'investissement sauf la Métropole de Bordeaux. Les autres ne l'ont pas fait car elles respectent la loi. Nous la respectons aussi strictement. En revanche, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, nous avons la possibilité de calculer. Il n'y a pas eu de transfert de compétences en 2017 pour la Métropole mais il y en a de possible en 2018. C'est une possibilité que le Président a offerte aux 31 communes. Vous avez un tableau qui présente en détail l'attribution de compensation.

Concernant la section d'investissement, nous sommes à 240 millions d'euros, en hausse de 10 %. Je vous rappelle comme nous en avons parlé dans le débat d'orientation budgétaire, que l'objectif 2020 est de 1,4 milliards d'euros. Les dépenses réelles sont de 200 millions d'euros pour le budget principal, 21 millions d'euros pour le budget d'assainissement, 300 000 euros pour l'eau potable, 18 millions d'euros pour le transport, et 170 000 euros pour le parking. J'attire votre attention sur le fait que le budget d'investissement augmente de 10 % ce qui, si vous regardez ce que font l'ensemble des communes en France relève de l'exploit vu les contraintes que l'État nous impose. Concernant le plan pluriannuel d'investissement, qui est annexé au rapport du budget 2018, je vous rappelle que je vous présenterai un nouveau rapport en 2018 en particulier avec les créations de nouvelles autorisations de programmes. Pour le moment, la ligne cinq de tramway ne figure pas en autorisations de programmes parce que le projet n'est pas définitivement arrêté. L'extension de la station d'épuration MAERA n'est pas encore arrêtée concernant le budget. Concernant le cimetière communal, vous avez pris position et l'évolution dans le temps de sa réalisation n'est pas encore prévue. Ces éléments seront intégrés dans les prospectives financières dans le courant de l'année 2018.

Le total de la dette est de 953 millions. Il faudra ajouter l'emprunt dont je vous parlerai par la suite.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 260 millions d'euros, en augmentation de 50 %, dont l'augmentation des subventions, le fonds de compensation de la TVA, les amendes de police, etc. Les recettes fonds de compensation enregistrent un décalage d'encaissement temporaire dû à des modifications de la part de la direction générale des finances. L'augmentation considérable des produits de cession de 2 220 % s'explique par la vente des deux domaines, de la Pompignane et de la Providence.

L'évolution de l'encours de dette montre, en 2015, 968 millions d'euros. 938 millions d'euros en 2016, 960 millions d'euros en 2017, 953 millions en 2018, et, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous aurions 981 millions d'euros.

Pour autant que les investissements prévus de 240 millions d'euros soient réalisés ainsi que les emprunts qui vont avec. L'encours de dette du budget consolidé s'élève à 2 049 euros par habitant. Le budget principal présente un encours de dette de 399 millions d'euros. Par habitant, il y a 870 euros en 2015 pour l'ensemble des Métropoles dans la même strate que nous. Pour notre part, nous sommes à 858 euros.

Nous passons maintenant aux dépenses, sachant que le budget a été conçu pour favoriser l'emploi. Je veux insister sur ce point car certains présentent, comme Monsieur COUR, Montpellier comme la capitale de la pauvreté en France. Il est vrai qu'il y a des pauvres à Montpellier, mais il y en a dans toutes les métropoles. Nous ne sommes pas plus mal lotis que d'autres dans ce domaine. Vous n'avez pas les bons chiffres. Il ne faut pas dire n'importe quoi. La Métropole ne cesse de bouger sur le plan de l'économie. Nous sommes extrêmement bien placés en termes d'attractivité, de créations d'emplois, de croissance économique. Nous avons récemment présenté les recettes record 2017 pour le territoire de la Métropole en termes de foncier et d'immobilier issues de l'observatoire de l'immobilier et du foncier d'entreprise.

C'est le schéma montpelliérain que personne ne veut reconnaître. Notre attractivité permet d'attirer une population active qui trouve pour partie de l'emploi mais pas pour tous. Notre taux de chômage, plus important que les autres, montre, dans le cas de Montpellier, au regard de notre croissance démographique, que nous sommes en plein développement économique. Même s'il est évident qu'il reste des poches de pauvreté. Nous avançons sur ce chemin humblement, modestement, mais nous le faisons. L'étude de *l'Express* sur l'attractivité se base sur le taux de chômage mais avec une mauvaise interprétation. En effet notre taux de chômage est, dans notre cas, le signe de notre développement. Parce qu'il faut prendre en compte aussi la création d'emplois. Seul, ce taux ne veut rien dire. Je ne réussirai peut-être pas à vous convaincre mais, au moins, j'ai essayé.

Je vais présenter les résultats secteur par secteur sur le budget présenté. Je souligne qu'au total il y a une commande prévue dans notre budget de 400 millions d'euros ce qui représente à peu près 4 000 emplois, d'après les statistiques de la Fédération du bâtiment et des travaux publics.

Concernant l'économie, notre Métropole entreprend et, dans le domaine de l'innovation, de l'attractivité, nous avons 16 millions d'euros en fonctionnement. Et cela concerne 115 agents ce qui représente 5,5 millions d'euros. Avec les opérations qui sont prévues. Essentiellement le démarrage de l'opération cité intelligente ainsi que le schéma directeur d'aménagement numérique. Près de 12 millions d'euros sont prévus pour Montpellier capitale santé sur des projets innovants et ambitieux. 2 millions d'euros seront instruits sur le pacte métropolitain d'innovation Montpellier capitale santé. Concernant le transport et la mobilité, le budget est de 82 millions d'euros. 22 millions d'euros en investissement, 3,4 millions d'euros en fonctionnement avec 55 agents. Les investissements s'élèvent à hauteur de 22 millions d'euros. La gestion multi modale des déplacements représente 1,5 millions d'euros. 3,5 millions d'euros sont prévus pour le tramway et la ligne cinq. 3 millions d'euros sont prévus pour l'acquisition de 11 bus. 2,5 millions d'euros sont prévus pour le parking relais Concorde Castelnau, 2 millions d'euros pour le vélo plages bus et 1 million d'euros pour les opérations de l'A9. Près de 1 million d'euros pour les avances tramway de la ligne quatre, etc.

Pour le développement durable, il y a 3,5 millions d'euros en fonctionnement, 54 millions d'euros en investissement, et cela concerne 163 agents pour un budget de personnel de 8,4 millions d'euros. Le budget 2018 prévoit la poursuite de la révision du SCoT, l'élaboration du PLUi, la finalisation du plan de prévention du bruit dans l'environnement de la Métropole. 1,7 million d'euros sont consacrés au contournement Nîmes-Montpellier. Et il y a les nouvelles autorisations de programmes que je vous ai présentées.

Concernant la gestion des espaces publics, le budget est de 100 millions d'euros. Avec 15 millions d'euros en fonctionnement, 67 millions d'euros en investissement, 17 millions d'euros pour les personnels avec des dépenses prévues sur la déviation de l'ancienne route départementale de Castries et l'ensemble des opérations prévues sur les pôles territoriaux. Ces chiffres sont appelés à varier comme je l'ai indiqué une fois que les 31 communes nous auront répondu. La moitié nous a répondu pour l'instant.

Le deuxième point concerne la Métropole qui protège. Avec l'environnement et la gestion des déchets pour 82 millions d'euros en fonctionnement, 10 millions d'euros en investissement, 205 agents pour une charge qui s'élève à 7,2 millions d'euros. Vous avez le détail des opérations sur lesquelles vous m'interrogerez. Et je répondrai. Concernant l'eau, l'assainissement, et la GEMAPI, il y a 8,8 millions d'euros prévus en fonctionnement, près de 30 millions d'euros en investissement, 79 agents, pour 4,5 millions d'euros, les crédits concernant un intercepteur, un raccordement de Castries à MAERA, des travaux à Baillargues, à Beaulieu, à Clapiers, et les travaux d'assainissement dans les communes. Avec les nouvelles autorisations de programmes que je vous ai présentées.

Le dernier point concerne la Métropole qui fédère. Dans le domaine de la cohésion sociale, de la culture, et du sport. Cela concerne le fonds d'aide aux jeunes, la télé alarme, la politique de la ville. Vous avez la distinction entre les trois, fonctionnement, investissement, personnel. Le budget des sports est de 40 millions d'euros avec 17 millions d'euros en fonctionnement, 12 millions d'euros en investissement, 293 agents, et un budget de 11,2 millions d'euros. Vous avez les opérations dans le rapport. Le budget culture représente 82 millions d'euros dont 34 millions d'euros en fonctionnement, 22 millions d'euros en investissement, et 26 millions d'euros en charges de personnel.

En conclusion, ce budget se veut à la hauteur des attentes de nos concitoyens. Il s'inscrit dans une démarche d'avenir. C'est dans cette logique que nous avons développé nos politiques visant à entreprendre, protéger, et fédérer. Je rappelle que ce budget est construit avec loyauté. C'est la cinquième année que nous ne touchons pas aux taux. Cette mobilisation de nos recettes permet de nous projeter solidement dans les années à venir.



D'investir 240 millions d'euros en 2018 et d'envisager d'investir 1,4 milliard d'euros à horizon 2022. C'est une équation budgétaire vertueuse au service d'une politique ambitieuse. Le sérieux budgétaire est une nécessité au-delà d'être un objectif. Il est en effet au service d'une ambition. En annexe du rapport, figure le budget principal, les budgets annexes de l'assainissement, de l'assainissement non collectif, de l'eau potable, des transports, des parkings, etc. Vous avez le détail des dépenses de personnel du budget consolidé, et les prévisions de recettes fiscales. Et, enfin, la liste des autorisations de programme. Cette liste est incomplète et nous allons changer la règle. Toutes les AP y figureront. Mais, ici, à la Métropole, il y a une distinction subtile. Mais nous allons le modifier dans la prochaine présentation.

J'ai l'honneur de vous présenter ce budget qui a été construit avec les élus et l'administration, sous la responsabilité du Président. Je vous remercie ainsi que tous ceux qui ont participé à cette construction. Je répète que ce budget est héroïque mais que les héros seront ceux qui mettront en fonction ce budget pour le réaliser. Je remercie aussi ceux qui m'ont aidé dans l'écriture de ce rapport. Madame BEREĞI Monsieur DOMEIZEL, Madame DREUX, et Madame BERNARD. Enfin, je citerai Winston CHURCHILL : « *il ne sert à rien de dire nous avons fait de notre mieux, il faut réussir à faire ce qui est nécessaire.* » Je crois que nous y sommes parvenus. Merci de m'avoir écouté.

### **Monsieur le Président**

Qui demande la parole ?

### **Joël RAYMOND**

J'ai écouté la présentation de Monsieur LEVITA que j'ai déjà pu écouter notamment lors de la conférence des maires le 5 février dernier. Je regrette vraiment que Monsieur le Président n'ait pas été présent à cette occasion pour échanger car je crois que le budget est un moment important notamment entre les maires pour pouvoir dialoguer, échanger, partager les orientations, etc.

Concernant la structure générale du budget, nous notons qu'elle est en augmentation de 14 % pour s'équilibrer à 857 millions d'euros. C'est une augmentation conséquente qui s'explique en partie par les nouvelles compétences acquises par la Métropole mais également par une augmentation croissante, continue, depuis quelques années, des dépenses. C'est pour moi un signe qui devrait être plus souligné et qui risque, à l'avenir, de peser lourd dans les finances de la Métropole. Je vais citer et donner quelques chiffres qui ne seront pas favorables à la Métropole mais c'est également mon rôle de dire que vous avez présenté des chiffres plutôt favorables et que je dois présenter pour ma part des chiffres plutôt défavorables. Je crois que nous sommes en train de grever l'avenir des capacités de notre Métropole d'un point de vue de l'investissement et du fonctionnement.

En premier lieu, concernant les dépenses d'investissement, on note une très forte augmentation des dépenses liées aux équipements sportifs, au cimetière métropolitain, ou au transport. Le budget transport est relativement déséquilibré et il est important ce qui nécessite, pour satisfaire les investissements, des emprunts qui seront répercutés dans la dette de l'année prochaine ou des années suivantes ce qui entraînera probablement une augmentation de l'encours de la dette dans la partie dépenses.

Concernant le fonctionnement, vous avez présenté des chiffres assez favorables. Même si, un peu plus de 1000 euros de dépenses par habitant est significatif alors que d'autres Métropoles, de la même taille que Montpellier, sont à 30 % de moins. C'est bien pour cela que je vous avais demandé de regarder ce qui se faisait à Grenoble puisque Grenoble a presque le même nombre d'habitants. Comme vous l'avez dit, les dépenses de fonctionnement continuent à augmenter d'un peu plus de 1 %. Je trouve cela inquiétant parce que nous avons mis en place ensemble beaucoup de choses à travers la réalisation de la Métropole comme le schéma de mutualisation, la coopération des services, la restructuration des compétences. J'attendais, à travers ce nouveau fonctionnement, de voir un budget plutôt à la baisse concernant les charges de fonctionnement. Or, ce n'est pas le cas puisqu'il y a une augmentation à nouveau cette année.

Les recettes augmentent de 6 % ce qui est assez significatif. Cela s'explique en premier lieu par les nouvelles taxes mises en place, comme la taxe de séjour, la taxe GEMAPI, qui viennent accroître les recettes pour la Métropole. Ces recettes et taxes croissent d'environ 14 millions d'euros entre 2017 et 2018 ce qui représente une certaine charge pour nos administrés. Il y a également l'augmentation des bases de 1,2 %, de mémoire. Et aussi l'augmentation de la population qui fait que l'on peut attendre plus de recettes. Le troisième point concerne l'attribution de compensation qui est en augmentation pour atteindre près de 70 millions d'euros. Ce qui alimente de fait notre excédent de 119 millions d'euros bruts prévus en 2018. Cet excédent est donc notamment alimenté par ces attributions de compensation.

Je peux donc également dire que les 31 communes participent à cet excédent très positif de la Métropole ce qui lui permet d'avoir un très bon ratio au niveau de l'encours de la dette puisque, étant donné que votre dénominateur était levé, l'encours de la dette permet d'avoir une durée plus courte. De huit ans, comme vous l'avez signalé. Mais, si l'on prend un autre ratio, moins favorable, pour le coup, on peut étudier l'encours de la dette par rapport au nombre d'habitants. Ce ratio est très élevé. En effet, l'encours total de la dette pour Montpellier Méditerranée Métropole est de plus de 2 100 euros par habitant.

### **Monsieur LEVITA**

Je l'ai dit dans le rapport.

### **Joël RAYMOND**

Alors que ce ratio est deux fois moins important pour certaines métropoles similaires. Ce point fait que la dette devra grever probablement les capacités de notre Métropole dans les années à venir. D'autre part, comme vous l'avez dit, on vend les bijoux de famille. C'est révélateur du fonctionnement. On vend la Providence, la Pompignane. Je regrette également certains éléments concernant la taxe GEMAPI qui a été instaurée notamment pour agir plus rapidement sur la protection des populations, comme on nous l'avait présenté lors de sa mise en œuvre en septembre 2017. En crédits de paiement, sur l'année 2018, il y a 100 000 euros. Sur 2019 il y a également 100 000 euros et, en 2020, 200 000 euros. Ainsi, pour les trois années à venir, en crédits de paiement, pour la taxe GEMAPI, si j'ai bien compris, il y aura 400 000 euros. Sans doute pour faire des études. Mais je pense que les syndicats qui sont autour de nous ont fait suffisamment d'études et qu'il faut maintenant passer à la réalisation. Je vous remercie.

### **Christophe COUR**

Je n'avais pas prévu de prendre la parole, mais Max m'a cité. Je trouve sincèrement que ce budget est terne et sans ambition. Certes, tu es obligé d'obéir aux ordres, mais qui ne dit mot consent. Je me permettrai de faire un parallèle avec une personne que l'on rencontrerait et qui serait en train de vider la Méditerranée avec un seau et qui affirmerait que, grâce à son travail, les inondations seront moins importantes dans les années à venir. On ne peut pas lui dire non. Comme on ne peut pas voter négativement ce budget. Tu as dit que ce budget était ambitieux et héroïque. Mais je pose une question. Quelle est la chose que tous les gens utilisent sur notre Métropole, tous les jours ? Et pour laquelle l'avenir n'a pas été étudié ? Nos ordures ménagères. À Castries, le casier va s'achever à la fin de cette année où à la fin de l'année prochaine. D'après ce que dit l'administration, et ce que disent en général les gens qui travaillent dedans au niveau de notre pays, il faut environ six ans entre le moment où l'on commence à étudier les choses et celui où cela va fonctionner. Où vont aller les déchets quand Castries va être fermé ? Cela n'a pas été prévu. À Lunel-vieil pour une partie. Et cette agglomération va avoir une augmentation de population et ne pourra donc plus brûler les déchets. Nous recyclons, à l'heure actuelle, comme cela est indiqué, mais, finalement, nous n'arriverons jamais à recycler d'ici un ou deux ans. Et tous nos déchets seront envoyés chez les autres. Est-ce normal ? Les Vice-Présidents qui faisaient leur travail ont été virés et on ne sait plus où on en est.

### **Jacques DOMERGUE**

Le budget a augmenté essentiellement parce qu'il y a eu un transfert de compétences. Donc, la première des questions qui vient à l'esprit est de savoir si ce transfert était compensé à l'euro près par rapport au cours réel des activités transférées. Ensuite, j'ai constaté que le budget transport était en augmentation de 17 %. En termes de fonctionnement. Pas d'investissement. On a compris, sur l'investissement, qu'il fallait renouveler les rames, mais pourquoi y a-t-il, sur une ligne, cette augmentation du budget transport de 17 %. Je ne vois pas la raison.

Troisièmement, il y a le problème de l'endettement. Par rapport à l'an passé, il y a eu un très léger désendettement sur un endettement qui est déjà colossal puisque nous ne sommes pas loin du milliard d'euros. Ce qui représente pour la Métropole une charge financière annuelle de pratiquement 30 millions d'euros soit environ 12,5 % du budget d'investissement. Ce n'est pas négligeable parce que cette dette va peser sur les ménages mais également obérer la capacité d'investissement. Il est surprenant que malgré cela, et malgré l'absence d'augmentation des taux, puisque les taux sont constants, et malgré l'augmentation de 10 % de l'investissement, vous arriviez à avoir un budget à l'équilibre. Je veux donc savoir si cela relève de la prestidigitation. Je veux bien que les services soient remerciés car ils sont, je le sais, en matière financière et fiscale, très compétents, mais comment expliquez-vous ce tour de passe-passe. Il y a plusieurs explications possibles. La première est que l'on considère que notre oxygène est la population. Les gens arrivent et, en arrivant, ils apportent des financements, puisqu'ils vont payer des impôts, payer des charges. Mais, en même temps, ils représentent un coût puisqu'il faut leur rendre des services. Ou y a-t-il une autre explication ? La mutualisation dont on

parle à des effets beaucoup plus bénéfiques que ce que l'on pense et se traduit peut-être, en termes de charges de fonctionnement, par une diminution nette qui n'apparaît pas de manière très claire dans le budget au niveau du personnel. Le principe de la mutualisation étant de faire des économies d'échelle. Cela permet peut-être d'expliquer ce tour de passe-passe qui n'est pas aujourd'hui transparent. Pourriez-vous nous donner des explications à ce sujet?

### **Michelle CASSAR**

Comme vous tous, j'ai longuement étudié ce budget primitif. J'ai essayé d'en comprendre le sens et les priorités mais il y a de nombreuses incohérences et erreurs qui m'amènent à poser certaines questions. Pour lesquelles j'attends des réponses claires qui rentrent dans le champ de la sincérité d'un budget et donc de sa légalité.

Dès la première page du document, vous nous parlez d'une Métropole qui entreprend en aménageant son territoire tout en facilitant les déplacements. Sur cette question, vous connaissez tous la problématique des déplacements que nous rencontrons à l'Ouest de Montpellier, notamment sur la RD 5. Problèmes qui ne seront pas résolus avec le contournement Ouest. Vous prévoyez seulement 4,4 millions d'euros pour la poursuite des études relatives, sans toujours nous donner un calendrier précis des travaux. Sur ce sujet, je vous ai fait des propositions qui seraient bien évidemment provisoires mais qui pourraient améliorer le trafic routier. Qu'avez-vous décidé ? Je constate que ces 4,4 millions d'euros ne représentent qu'un cinquième de l'investissement consacré aux transports et seulement 1,6 % des dépenses réelles d'investissement consolidées.

Par ailleurs, dans la même problématique, beaucoup de concitoyens qui viennent de l'Ouest passent par la RD-E5 pour aller à Montpellier et traversent les communes de Saint Georges d'Orques et de Juvignac. Cette voie est déjà très saturée alors même que les ZAC de l'Ouest n'ont pas encore accueilli tous leurs habitants. Je n'ai rien trouvé dans ce budget qui puisse résoudre ce gros problème. La colère monte. En conséquence, ce projet de budget ne prend pas en compte la priorité des transports à laquelle aspirent légitimement nos concitoyens. En particulier ceux de l'Ouest de la Métropole. Par ailleurs, je rappelle que le versement transport, que perçoit la Métropole, est au taux maximum. Dès lors, les contributeurs sont légitimement en droit d'attendre des solutions efficaces ce qui n'est pas le cas pour l'Ouest. En outre, nos concitoyens se plaignent, y compris à Montpellier, de la réduction des fréquences des collectes des ordures ménagères. C'est un sujet sur lequel il est impératif de mettre des moyens supplémentaires qui relèvent des normes sanitaires et d'hygiène, que ce soit dans les foyers, les établissements recevant du public, ou encore sur la voie publique.

Pour ce qui concerne la section de fonctionnement, en page 13 du document, vous mentionnez que les dépenses réelles de fonctionnement s'établiront à 478 millions d'euros soit une augmentation de 1 % par rapport au BP 2017. Or, l'augmentation n'est pas de 1 % mais bien de 6,7 %, comme vous l'avez bien retranscrit dans le tableau de la page 12. En ce qui concerne les taux d'imposition, vous dites à juste titre que ces taux restent inchangés mais il faut préciser que vous parlez des taxes existantes et que, donc, vous occultez les nouvelles taxes à venir. Je prends l'exemple de la taxe d'habitation. Nous sommes bien autour de 12,08 % mais, par contre, il est écrit que Montpellier se classe à la sixième position des principales Métropoles. Et vous nous présentez un très beau graphique intitulé « taux de la taxe d'habitation ville centre plus groupement ». Encore une fois, ce n'est pas la réalité puisque le taux de 34,57 % porté sur ce tableau est celui de la ville de Montpellier et non de la Métropole. Nous sommes bien ici au Conseil de Métropole et non Conseil municipal de Montpellier. Ne dites pas non, Monsieur LEVITA, vous n'avez qu'à regarder. 34,7 %, c'est le taux de Montpellier. Nous sommes bien à 12,08 %. De plus, chacun peut se rendre sur le site de la DGFIP, et constater que la Métropole se classe en neuvième position et non en sixième sur 14 Métropoles. J'ai le document à votre disposition, Monsieur LEVITA. En première position, c'est la Métropole de Lyon, qui est à 7,61 % sur la taxe d'habitation. La deuxième est la Métropole de Nice avec 8,13 %. Je pourrais continuer. Nous arrivons en neuvième position, avec 12,08%. Ces chiffres ont été calculés par la DGCL d'après les états fiscaux 12-59. D'ailleurs, sur le site, vous pouvez découvrir que la Métropole est en dernière position concernant le taux de la cotisation foncière des entreprises. C'est-à-dire que notre taux de 36,58 % est le plus élevé de toutes les métropoles existantes, hormis celle du Grand Paris qui n'a pas encore communiqué ses taux. Par ailleurs, dans la balance générale, à l'article 65-86, vous ne prévoyez pas de frais de fonctionnement des groupes d'élus. Je pense qu'il serait temps de ne plus entraver la démocratie et de répondre favorablement à la demande que notre groupe vous a adressé il y a maintenant plusieurs mois et à laquelle vous n'avez toujours pas répondu. Concernant la section d'investissement et notamment les recettes, le tableau porté en page 30 est incompréhensible. Vous écrivez que les recettes, hors emprunt, sont évaluées à 260 millions d'euros pour le budget consolidé. Or, lorsque l'on reprend les sommes inscrites dans ce tableau, sans compter les emprunts et le refinancement de la dette, on est très loin des 260 millions d'euros puisque l'on est à 78,3 millions d'euros. Les chiffres ne correspondent donc pas à ce que vous annoncez. J'aurais énormément à dire mais je ne veux pas monopoliser la parole car d'autres collègues attendent.

En conclusion, vous comprendrez aisément qu'il m'est impossible de voter ce budget tel qu'il est présenté car il y a encore trop de zones d'ombre, que ce soit sur la mutualisation, les transports, mais aussi des manquements en matière de politique de sécurité ou encore des erreurs qui pourraient rendre ce budget insincère, au risque d'être annulé par le juge administratif. Merci. Je tiens le document évoqué à votre disposition.

**Monsieur le Président**

Merci, mais, la sécurité, ce n'est pas de notre compétence. On n'a pas la compétence sécurité. La sécurité, telle que vous la décrivez, n'est pas de notre compétence. Il ne faut pas jouer avec les mots.

**Isabelle TOUZARD**

Comme certains l'ont déjà dit, malgré le tableau parfois un peu noir que dresse Monsieur LEVITA, je note que l'épargne brute passe de 113 millions d'euros à 119 millions d'euros entre l'année dernière et cette année, soit une augmentation de 5 %. Ce qui est énorme. À périmètre constant. Cela ne se passe pas du tout de la même manière dans les communes. Nous savons par quels mécanismes. Certes, seule la Métropole de Bordeaux a décidé de voter la création de cette attribution de compensation d'investissement dès le départ, pour les premiers transferts. Vous dites qu'on ne peut pas le faire, mais nous avons bien voté, ici, une taxe GEMAPI que l'on a instaurée alors que nous n'avions pas les compétences. Nous avons instauré cette taxe alors que nous n'avions pas la compétence. Nous avons pris une délibération qui n'était pas légale. Le gouvernement a pris, par la suite, des dispositions et tout cela est rentré dans les normes. Pourquoi ne pas faire la même chose ici pour faire en sorte que cette réelle neutralité budgétaire du transfert de compétences s'exerce ? Nous l'avons bien fait pour la taxe GEMAPI. Pourquoi ne le ferait-on pas aussi pour l'établissement de cette attribution de compensation en investissement pour le transfert réalisé en 2015 ? Concernant le fonctionnement, à périmètre constant, sans parler du transfert du Département, la masse salariale augmente de 3,8 %. Je sais que l'on fait beaucoup d'efforts dans les services pour juguler cette augmentation mais, même si je sais qu'une mutualisation n'a pas d'effet immédiat en termes de diminution des dépenses, cette augmentation me paraît très importante. Pour toutes les raisons évoquées par les différents membres du groupe de coopération métropolitaine, nous allons nous abstenir sur ce budget. Nous n'allons bien entendu pas voter contre car nous sommes maires, élus, membres d'exécutif et qu'il en va aussi du fonctionnement de l'institution et des investissements sur nos communes. Mais c'est pour ces raisons que nous nous abstiendrons.

**Monsieur le Président**

Je suis gêné. Je vous proposerai tout à l'heure un scrutin public c'est-à-dire que chacun, à tour de rôle, va s'exprimer sur le budget, en fonction de la liste d'émargement. Parce que je veux savoir qui vote pour, contre, ou s'abstient. Et qui est absent. Et qui n'a pas laissé de pouvoir. Parce qu'il y en a qui la ramènent et qui s'en vont après. Nous aurons donc exactement le paysage politique de notre assemblée. Et nous sommes tous des journalistes, grâce aux réseaux sociaux.

**Henri ROUILLEAUT**

Je serai bref. Je dirai d'abord que je voterai pour ce budget, comme les années précédentes.

**Monsieur le Président**

Monsieur LARUE, restez, je veux voir votre vote. Les rats quittent le navire.

**Henri ROUILLEAUT**

Vous pouvez retirer « *les rats* », franchement, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Pourquoi ? C'est une expression populaire. Il ne faut pas avoir peur du langage populaire.

**Henri ROUILLEAUT**

Moi, j'ai du respect pour mes collègues. Je vous soutiens souvent mais, de temps en temps, ce n'est pas possible.

**Monsieur le Président**

Mais, c'est très joli, un petit rat. Les petits rats de l'opéra. C'est drôle, cette aversion qu'ont les hommes pour les rats. Si vous prenez toute la littérature sur les rats, ce sont des animaux formidables. Symboliques.

## **Henri ROUILLEAUT**

C'est un animal intelligent, j'en conviens, mais ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui. Ce qu'il y a de plus inquiétant pour la Métropole, comme je l'ai dit à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, c'est la baisse forte, d'un tiers, du taux d'épargne brute en projection jusqu'à 2022. Cela n'empêche pas que, par ailleurs, on a un budget correct qui n'est ni extraordinaire ni catastrophique. Je voudrais dire à Monsieur RAYMOND que je ne suis pas choqué par les cessions immobilières car toutes les communes et l'État font un mélange d'acquisitions immobilières et de cessions immobilières. Cela s'appelle la gestion du patrimoine collectif. Je voudrais dire à Monsieur DOMERGUE qu'effectivement l'oxygène de la Métropole est le fait qu'il y a du monde qui arrive en plus, avec l'accroissement de la population. Sans cela, il serait plus complexe de réaliser nos budgets.

À Castelnau, par exemple, il est très clair que la croissance de la population est un élément de la dynamique du système. Mais je crois que c'est vrai aussi pour la Métropole. Concernant le transport, je dirais plutôt à Madame CASSAR qu'il y a un budget significatif d'investissement dans ce domaine. À l'avenir, si l'investissement augmente en 2019 et 2020 c'est précisément du fait d'investissements nécessaires avec le tram cinq au Nord ou l'arrivée, sur la gare de la Mogère, de la ligne un. Des choses sont donc réalisées. Dernier point, Hervé MARTIN n'a pas pu être là car il était obligé de partir en cours de réunion. Il s'abstiendra pour sa part, comme il le faisait les autres années. Il m'a donné sa procuration. Donc je vote pour et il s'abstient.

## **Monsieur le Président**

C'est pour cela que je vais faire un scrutin public. Parce que je veux voir les doigts se lever un par un. Ce qui est normal. Il ne faut pas avoir peur de son vote. Il ne faut pas avoir honte. Il faut soutenir les positions.

## **Éric PETIT**

Vous venez globalement de répondre à la question, Monsieur le Président, puisque j'ai le pouvoir de Madame BRISSAUD qui, conformément à ses dires pendant le débat d'orientation budgétaire lors du dernier Conseil votera contre. Si vous faites un scrutin public, vous pourrez le comptabiliser.

## **Monsieur le Président**

Oui, il faudra que les services me donnent en temps réel les procurations. Je vais appeler chaque élu et, s'il y en a un qui n'est pas là, celui ou celle qui a été mandaté pour voter à sa place lèvera la main. Il faudra que les services contrôlent s'il y a bien une procuration.

## **Jean-Marc LUSSERT**

Concernant la taxe GEMAPI, certaines autorisations de programmes ont été signalées comme en faisant partie tandis que ce n'était pas le cas pour d'autres. Pour réaliser un ouvrage de lutte contre les inondations, comme pour la basse vallée de la Mosson, à Fabrègues ou à Grabels, il faut quatre ou cinq ans. Tout ce qui avait été étudié dans le PAPI 2 ne pouvait pas être financé par la taxe GEMAPI car elle n'existait pas encore. Pour autant toutes les actions inscrites en autorisations de programmes pour la lutte contre les inondations relèveront désormais du financement de la taxe GEMAPI. Par exemple, le PAPI que nous avons en commun avec la communauté de l'étang de l'Or, qui prévoit des interventions sur Baillargues, Lattes, sur Pérols, etc., représentera 5 millions d'euros sur cinq ans pour la Métropole. Cela pourra être financé par la taxe GEMAPI puisque le PAPI sera reconnu cette année et que la taxe existe depuis cette année. Je rassure Monsieur RAYMOND en lui indiquant que la dépense sera bien de 3 millions d'euros et pas de 400 000 euros. Ceci est bien est identifié comme étant des études.

## **Isabelle GIANIEL**

Si vous me permettez, je prendrai le sujet du budget par le petit bout de la lorgnette. Je vais vous parler d'un sujet sur lequel je ne me suis jamais exprimé et qui, pourtant, revient régulièrement, dans tous les Conseils de Métropole. Il a été évoqué ce soir à plusieurs reprises, par Madame TOUZARD notamment. Il concerne les attributions de compensation et le transfert des compétences voirie des communes vers la Métropole.

Comme chacun le sait, sur Montpellier Méditerranée Métropole, ce transfert de compétences a été assorti d'un transfert financier depuis les communes, la plupart du temps, vers la Métropole. Il se réalise de manière exclusive sur le budget fonctionnement des communes. Pour la commune de Pérols, en particulier, les 1,7 millions d'euros annuels qui sont versés à la Métropole, sur 53 millions d'euros, représentent une part importante. Ils sont versés exclusivement sur le budget fonctionnement et représentent environ 15 % du budget de fonctionnement de la commune. Cela signifie que, pour tous les investissements que la commune a apportés, en dehors de la compétence voirie, bien entendu, qui est assumée au travers de la Métropole, on vient grever et de manière assez importante la capacité d'autofinancement de la commune. Depuis six mois, on cite plusieurs collectivités et Bordeaux en particulier, qui a fait un choix différent du nôtre.

Je me permets de penser que le choix qui a été fait par la Métropole de Bordeaux n'est pas non conforme à la loi. Les délibérations prises n'ont pas été attaquées. Les délibérations datent de janvier 2017. Je crois que, dans la mesure où ce sujet revient de manière récurrente et constitue une réelle problématique pour les communes, pour les plus petites ou pour celles qui contribuent largement à la Métropole au titre des attributions de compensation, il serait peut-être intéressant d'évoquer les fondements juridiques de cette répartition uniquement en fonctionnement de l'attribution de compensation sachant qu'à la lecture des documents j'ai eu du mal à me retrouver. Il me paraîtrait ainsi intéressant que vous puissiez, Monsieur LEVITA, éclairer l'assemblée.

### **Jean-Pierre RICO**

Je souhaite revenir sur le sujet récurrent du schéma directeur de mobilité. Je souhaite rappeler certains principes. Ce schéma porte sur tous les modes de déplacement, alternatifs à la voiture particulière. Il ne constitue pas un document réglementaire ni un préalable au SCoT et au PLUi. Actuellement nous avons réalisé le schéma directeur de mobilité active avec des déplacements doux qui est présenté progressivement dans l'ensemble des réunions des pôles de la Métropole. C'est un travail sur lequel nous avançons. En ce qui concerne les transports publics, je rappelle que nous sommes en concours sur la délégation de service public et que nous avons des compétiteurs auquel nous avons demandé de nous proposer des solutions alternatives. La règle du Code des marchés publics nous interdit, tant que nous n'avons pas encore désigné le lauréat, de faire état de telle ou telle particularité. Dans les deux ou trois mois nous aurons désigné le lauréat et, à l'issue de cette désignation et des propositions d'amélioration présentée je ferai le tour de l'ensemble des communes pour présenter ces dispositifs.

### **Gilbert PASTOR**

J'ai noté certains éléments des différentes interventions. Quelqu'un a dit qu'il était possible de faire tout dire aux chiffres. Je dirais qu'on peut leur faire tout dire et son contraire. Par exemple, dans le premier tableau présenté, Max, même si tu avais pris la précaution oratoire de dire « à compétences équivalentes » tu as pris l'exemple de Lyon, qui avait les dépenses par habitant les plus élevées, les dépenses sociales, mais après transfert du Département. Cela ne pouvait donc pas être intégré dans la comparaison puisque, ensuite, la ville se retrouve parmi les plus basses fiscalités. D'où la difficulté d'interpréter les chiffres. Par ailleurs, je suis surpris car ce budget m'apparaît dans la suite logique des budgets que nous votons depuis quatre ans. Je suis donc surpris que certains qui les défendaient jusqu'à présent (et je me rappelle le débat budgétaire de l'année dernière) et nous expliquaient qu'il s'agissait d'un bon budget, soudainement, le jettent aux gémonies et ne trouvent plus rien de satisfaisant. Alors que c'est exactement la même politique menée. On peut ne pas être d'accord sur tel ou tel investissement, comme sur la piscine et sa localisation mais il s'agit toujours des mêmes lignes, avec l'absence d'augmentation d'impôts par exemple. Je voudrais aussi dire que, pour la première fois, il n'y aura pas de coup de rabot et il y a en effet un changement d'attitude et de logiciel vis-à-vis des dotations. Jusqu'à présent, on apprenait, trois mois avant de faire le budget, qu'un certain montant était supprimé, que l'on soit une Métropole vertueuse ou non. Comme les communes. Tout le monde avait droit à une diminution. Là, on nous demande de faire un effort sur lequel on s'engage. Si cela est respecté au moment du compte administratif 2018, il n'y aura pas de pénalités. Je salue ce changement significatif car il constitue une manière différente de fonctionner où chacun doit prendre ses responsabilités sur les économies qu'il doit faire.

Je rappelle à nouveau que la taxe de séjour ne frappe pas les habitants de la Métropole. Elle frappe ceux qui viennent à l'hôtel, dans les campings, dans les locations *Airbnb* et apportent leur obole au tourisme dans la Région. Même si beaucoup ne souhaitent pas que l'on sache qu'ils louent par *Airbnb* pour ne pas payer la taxe. Vous connaissez ma position sur ce problème. Il ne faut pas compter cet élément comme un impôt supplémentaire.

L'enrichissement de la Métropole doit également être pris en compte, notamment dans les recettes. Mais, que ne dirait-on pas si la Métropole n'était pas attractive, n'attirait pas de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants.

On nous dirait de faire notre travail et de faire que la Métropole soit plus attractive pour avoir des recettes supplémentaires. C'est le cas grâce à cet enrichissement d'environ 1 % selon une estimation qui me paraît très modérée. L'emploi est un corollaire. Et tous ceux qui se sont occupés de développement économique savent qu'à Montpellier on attire beaucoup d'entreprises de haute technologie. Des personnes viennent de l'extérieur pour pourvoir ces postes au regard de critères de compétence. Le paradoxe est que, lorsqu'il y a une personne qui vient, on crée un emploi, et, en même temps, un chômeur. En effet, le conjoint, s'il n'est pas fonctionnaire, ne trouve pas forcément de poste.

Mais, les familles génèrent des recettes car elles dépensent, consomment sur la Métropole. Elles génèrent aussi des recettes d'aide à la personne même si cela ne compense pas un poste. C'est le problème des Métropoles comme la nôtre qui sont très attractives pour le secteur tertiaire.

Ensuite, j'ai entendu évoquer les ordures ménagères. Mais je rappelle à Madame CASSAR que c'est votre collègue, ancien Vice-Président à qui nous avons dû l'année dernière le fait de supprimer un tour de ramassage des ordures. Le débat a eu lieu à l'époque et les gens ont pris leurs habitudes maintenant. Ne revenons pas sur ce que nous avons voté l'an dernier. Je crois qu'il faut un peu de constance et ne pas uniquement tenir des propos d'estrade. En réunion des maires, je n'étais pas très favorable à cette évolution mais je crois que cela a été voté, de mémoire, à la quasi-unanimité des membres du Conseil.

Voilà ce que je voulais dire mais, dans les débats budgétaires, c'est toujours la même chose : l'opposition s'oppose, et la majorité défend son projet. On peut toujours interpréter les chiffres. Et il faut toujours mettre en face des montants les services rendus et les investissements réalisés. Y a-t-il autant de médiathèques, par exemple, sur toutes les Métropoles ? Autant de piscines ? C'est à l'aune de ces éléments que l'on peut comparer les chiffres. Les comparaisons sont très difficiles et on doit faire preuve de beaucoup de prudence.

#### **Monsieur le Président**

Je peux vous indiquer que Grenoble a fermé des médiathèques, par exemple.

#### **Renaud CALVAT**

Je voulais simplement savoir si, lorsque vous allez nous appeler, pour connaître notre vote, nous pourrions à ce moment-là l'expliquer. Sinon, je vais le faire maintenant. Je n'ai aucun problème pour rester jusqu'à deux heures du matin. Nous sommes élus pour cela. C'est simplement pour savoir, comme c'est une nouveauté dans le vote du budget, si je dois expliquer mon vote maintenant ou lors du vote.

#### **Monsieur le Président**

Si vous avez une explication de vote à donner, faites-le maintenant.

#### **Renaud CALVAT**

Merci pour ce rappel à la méthode. J'essaie d'être le plus respectueux possible des méthodes qui doivent permettre le bon fonctionnement de cette assemblée. Je vais donc voter avec Monsieur PENSO le budget que vous nous proposez. Néanmoins, j'attire l'attention de l'exécutif sur une donnée importante, l'endettement. Nous avons un endettement extrêmement fort au niveau de la Métropole. Il y a de l'endettement vertueux, lorsque nous empruntons pour financer des projets structurants comme une ligne de tramway allant de Laverune à Clapiers. Elle nécessiterait bien évidemment un emprunt. En revanche, emprunter pour financer la vie quotidienne revient à faire payer à nos successeurs les investissements que nous aurions décidés aujourd'hui. Je trouve, Monsieur LEVITA, que nous sommes à un niveau d'endettement élevé, alors qu'il n'y a pas à ce jour de grands projets. Ce ne sera pas un vote contre ou une abstention aujourd'hui, pour ce qui me concerne mais, néanmoins, j'aurai une attention particulière sur le niveau d'endettement par rapport aux projets structurants. Je salue le Conseil départemental qui, dans le cadre du transfert de la voirie, a accepté la proposition qui avait été faite par Montpellier Méditerranée Métropole de ne pas transférer les emprunts et les remboursements d'emprunts. Lorsque l'on transfère de la voirie, on transfère les actifs et les passifs. Nous aurions pu transférer les annuités d'emprunt par exemple, du RD65 que le Conseil départemental a financé il y a quelques années. Cela aurait totalement bouleversé l'équilibre des ratios de la Métropole puisque, du jour au lendemain, la Métropole aurait eu, sur ses ratios, plusieurs millions d'euros d'emprunts en plus. Cela aurait compliqué la tâche des finances et de ceux qui s'en occupent dans la négociation des emprunts à venir durant les prochaines années. Je remercie donc le Département, dans le cadre du transfert et des attributions de compensation, d'avoir accepté de continuer à prendre sur son équilibre budgétaire et sur sa balance budgétaire les emprunts qui auraient pu grever les finances de la Métropole. Votre budget, Monsieur LEVITA, aurait été beaucoup plus complexe et vous le savez. Je pense que tout le monde a compris ce que je veux dire.

Par ailleurs, vous avez dit, tout à l'heure, Monsieur le Président, que nous étions tous, ici, journalistes, grâce aux réseaux sociaux. Mais je tiens à vous dire que, pour moi, et je m'adresse aux journalistes s'il en reste encore autour de nous, être journaliste, ce n'est pas transmettre une information ni transmettre un message. C'est le rôle des communicants. Le rôle des journalistes c'est de comprendre, d'expliquer, de contextualiser, de juger, de critiquer. Ils l'ont toujours fait avant. Ils le font aujourd'hui et je ne doute pas un instant qu'ils le feront encore demain.

## Monsieur le Président

Je partage votre point de vue et je l'ai rectifié de moi-même. Quand j'ai dit que nous sommes tous journalistes, c'était sur le ton de l'humour et de la boutade. Le métier de journaliste est un vrai métier et nous ne sommes pas des journalistes. Mais nous faisons nos petits journalistes lorsque nous émettons et nous rédigeons nos *tweets* voir nos *posts* sur *Facebook*. Donc, je vous rejoins totalement sur l'analyse que vous venez de faire. Et je remercie les journalistes de rester tard car il s'agit souvent de séances tardives qui finissent à point d'heure.

## Max LEVITA

Je reviens, chère Isabelle, sur les attributions de compensation. Nous les avons calculées en 2015. Il s'agit d'un transfert de compétences. Une commune exerçait ses compétences comme elle l'entendait dans le domaine de la voirie et elle nous a transféré cette compétence suivant des chiffres qui sont des chiffres historiques. Nous avons calculé la moyenne sur trois ans pour le fonctionnement et sur 7 ans ou 10 ans sur l'investissement. Nous en avons discuté en 2015. La Ville de Montpellier est concernée autant que chacune des 30 autres communes. Et il est vrai que le mécanisme qui existait en 2015 prévoyait que cette attribution de compensation pèserait sur le budget de fonctionnement pour la commune émettrice. Donc, j'ai attiré votre attention. Le Directeur général, dans les réunions, avec Madame CELIE a également attiré l'attention des directeurs généraux des services sur cette problématique. Il est vrai que cela pèse lourdement sur le budget des communes, nous sommes tout à fait d'accord. Au bénéfice de la Métropole puisque cela vient sur son budget de fonctionnement. Je rappelle que vous avez tous accepté ce point et nous avons essayé de défendre la position lorsque nous en avons discuté en prônant la distinction entre ce que l'on met en fonctionnement et ce que l'on transférait en investissement. La loi, en 2015, ne l'a pas prévu, cependant. Tout était en fonctionnement. Avec les problèmes que cela posait pour la ville. 45 millions d'euros sortent ainsi du budget de fonctionnement.

Le point qui nous divise à l'heure actuelle est le fait qu'un certain nombre d'entre vous souhaiteraient que nous revenions en arrière. Or, cela ne s'est jamais vu. Aucune Métropole n'est revenue en arrière. Même Monsieur RAYMOND n'en n'a pas trouvé. La DGCL nous a répondu que c'était possible à partir des transferts ayant lieu en 2017. Or, en 2017, il n'y a pas eu de transfert. En 2018, le Président nous propose, à condition que nous le votions en commission et que les 31 maires l'acceptent, que, pour cette attribution de compensation, conscient que cela pesait lourdement sur le budget des communes, ne soient transférés que 70 % en laissant aux communes la possibilité, par un fonds de concours, de mobiliser des montants un plus importants, si elles le souhaitent. Aujourd'hui, nous vous proposons d'ajouter les 30 % manquants. Le Président est d'accord et je pense que tout le monde également pour que cela soit considéré dans le budget d'investissement. Les métropoles qui ont fait la distinction entre l'investissement et le fonctionnement l'on fait à partir de ce qui a été fait en 2017. Mais nous n'en n'avions pas. Il s'agit donc de notre interprétation. Et vous pouvez avoir la vôtre. Je comprends la difficulté pour les communes. Le Maire de Montpellier et son adjoint aux finances sont eux aussi concernés. Nous avons les mêmes difficultés que vous. Si, par inadvertance, le Président acceptait que l'on revienne en arrière, je vous laisserai vous débrouiller pour réaliser le budget suivant. J'espère donc avoir répondu à votre question sur les attributions de compensation. Nous nous sommes par ailleurs mis d'accord avec le Département. Il ne s'agit pas d'un cadeau extraordinaire et ne répandez pas l'idée que dans sa très grande bonté le Département nous aurait fait un don. Il a interprété dans des conditions qui ne nous sont pas défavorables tandis que, sur d'autres, sa bonté n'est pas allée jusqu'à ce que nous espérions.

Monsieur DOMERGUE, j'aimerais bien être le magicien que vous supposez mais, malheureusement, ce n'est pas le cas. Nous avons prévu 1,2 % sur l'évolution physique des bases. C'est la décision du gouvernement. Nous l'acceptons. L'augmentation de la base elle-même a été prévue de 1 %. Comme vous le savez, nous avons des difficultés avec la direction générale des finances publiques car nos bases physiques n'évoluent pas à la vitesse que nous espérons. À titre d'exemple nous avons écrit au ministre. Les bases de Montpellier évoluent plus lentement que celles de Béziers. Je ne veux pas être désagréable mais je suis étonné. Vous n'avez qu'à regarder le nombre de grues à Montpellier et à Béziers, par exemple. Mais je ne sais pas résoudre ce problème. Concernant les transferts du Département, je vous répondrai au compte administratif 2019. Nous verrons bien comment cela s'est passé en 2018 et si nous avons pu exercer les compétences qui nous étaient transférées avec les moyens transférés. Mais, en tant que financier, je n'en sais rien.

Monsieur FINA surveille que cela se fasse dans des conditions où cela ne nous coûte rien. Nous verrons si cela est harmonisé. Par ailleurs, pour le moment, la mutualisation ne laisse pas apparaître des diminutions de dépenses. J'en suis désolé. Je vous l'ai dit lors de notre dernière réunion lorsque nous avons fait l'analyse du schéma de mutualisation. Nous sommes dans la phase où le transfert exige des dépenses supplémentaires. On me dit que les dépenses de fonctionnement et de personnel augmentent mais je peux vous dire qu'avec le service des finances nous avons reçu tous les Vice-Présidents avec leur directeur.



Et ce sont eux les héros car ils vont travailler dans des conditions que nous sommes en train de définir ce soir et parce que c'est très compliqué parce que la Métropole grandit y compris en termes d'habitants et que nous devons suivre. Il n'y a rien de magique mais simplement des restrictions pratiquées dans le fonctionnement de tous les services

Madame CASSAR, je confirme que la CFE peut être considérée comme à un niveau important. Concernant la taxe d'habitation, en général, on ne parle jamais de taxe d'habitation de la Métropole. Elle est ajoutée avec la ville centre pour que cela ait une signification.

Les comparaisons ne veulent rien dire. Vous l'avez dit, sur Lyon. Cela ne veut rien dire car nous n'avons pas les mêmes compétences. Le chiffre actuel est à 34,57, en ajoutant la Ville de Montpellier qui est à 22 et le taux de la Métropole elle-même qui est à 12. Ce chiffre n'est pas très significatif. Simplement, je vous interdis, mes chers collègues, de dire que nos impôts sont trop élevés. Nous sommes dans la moyenne des autres métropoles. Après, vous pouvez trouver que l'impôt est trop élevé. Il l'est toujours quand on le paye. Nous ne camouflons rien du tout. Il peut y avoir des erreurs mais nous vérifions scrupuleusement.

Madame TOUZARD, je comprends votre intervention et je l'apprécie, même, en tant qu'Adjoint la Ville de Montpellier car je serais d'accord pour que nous fassions la manipulation que vous demandez mais, en tant que Vice-Président en charge des finances, je lève les bras au ciel et je vous dis que ce n'est pas possible.

Je ne réponds pas à Monsieur RAYMOND car ce n'est pas utile. Mais, concernant la GEMAPI, je m'épuise à dire que nous considérons pour notre part qu'il s'agit d'une nouvelle compétence et qu'elle doit donc être financée. Vous le contestez. Dès que je sors un chiffre favorable, on me sort un chiffre défavorable. La dette est de 2 000 euros par habitant. 1000 pour le budget principal et 1000 pour le transport. Je vais peut-être finir par être milliardaire en emprunt mais, pour l'instant, je ne le suis pas. Le tableau montre que nous maîtrisons la dette pour le moment. Nous étions à 960 millions en 2015 et nous sommes 958 millions en 2016, 960 en 2017, 953 en 2018. Et nous prévoyons 981 millions en 2019. C'est la preuve que nous maîtrisons la dette. Même s'il est vrai qu'elle est élevée. Mais, alors, ne faites pas de tramway, de piscine, etc. Si cela ne tenait qu'à moi, je vous assure qu'elle diminuerait. Mais cela tient à vous. Vous voulez tous des médiathèques, des piscines, des stades, etc. Ne faites rien et je vous ferai de très bonnes finances. En tout cas, le débat était très intéressant.

### **Monsieur le Président**

Merci. Nous allons passer au vote du budget. Je vous propose donc un scrutin public. Qui est contre la proposition que je formule ? Qui s'abstient ? Donc, tout le monde est d'accord à l'unanimité.

Baillargues, Monsieur MEISSONNIER : Pour ; Madame DESTAILLATS représentée par Monsieur MEISSONNIER : Pour.

Beaulieu, Monsieur MOYNIER : Absent.

Castelnau-le-Lez, Madame DARDE : Abstention ; Monsieur DEWINTRE représenté par Monsieur RAYMOND : Abstention ; Monsieur GRAND représenté par Madame DARDE : Abstention ; Monsieur ROUILLEAULT : Pour.

Castries, Monsieur Gilbert PASTOR : Pour.

Clapiers, Monsieur PENSO représenté par Monsieur CALVAT : Pour.

Cournonsec, Madame ILLAIRE représentée par Madame BUONO : Pour.

Cournonterral, Monsieur BREYSSE : Pour.

Fabrègues, Monsieur Jean-Marc ALAUZET : Pour ; Madame Mylène FOURCADE représentée par Monsieur BREYSSE : Pour.

Grabels, Monsieur REVOL représenté par Madame JABADO : Abstention ; Madame JABADO : Abstention.

Jacou, Monsieur CALVAT : Pour.

Juvignac, Monsieur SAVY : Pour ; Madame MICHEL représentée par Monsieur SAVY : Pour.

Lattes, Monsieur MEUNIER : Abstention ; Madame DONADA représentée par Monsieur MEUNIER : Abstention ; Madame BUONO : Pour ; Monsieur Eric PASTOR : Abstention ; Monsieur Jean-Noël FOURCADE : Pour.

Lavérune, Monsieur CAIZERGUES : Abstention.

Le Crès, Monsieur BONNAL : Abstention ; Madame PANOS représentée par Monsieur BONNAL : Abstention.

Montaud, Monsieur RAYMOND, : Abstention.

Montferrier-sur-Lez, Monsieur FRAYSSE : pour.

Montpellier : Monsieur ABERT : Pour ; Madame BODKIN représentée par Monsieur ABERT : Pour ; Madame ACQUIER : Pour ; Monsieur BARRAL : Pour ; Madame BARTHAS-ORSAL : Pour ; Madame BOUALLAGA : Pour ; Monsieur BOUMAAZ : Absent ; Madame BRISSAUD : Contre ; Monsieur CASTRE : Pour ; Monsieur EL KANDOUSSI représenté par Monsieur CASTRE : Pour ; Monsieur COTTE : Pour ; Madame LEVY-RAMEAU représentée par Monsieur COTTE : Pour ; Monsieur COUR : Abstention ; Monsieur LARUE représenté par Monsieur COUR : Abstention ; Monsieur COUSQUER : Pour ; Madame DANAN : Pour ; Madame DASYLVA : Pour ; Monsieur DE VERBIZIER représenté par Monsieur DI RUGGIERO : Pour ; Madame DEMON : Pour ; Monsieur DI RUGGIERO : Pour ; Monsieur DOMERGUE : Pour ; Madame DRAY-FITOUSSI : Pour ; Madame KERANGUEVEN représentée par Madame DRAY-FITOUSSI : Pour ; Madame FRECHE : Pour ; Monsieur MOURE représenté par Madame FRECHE : Pour ; Madame HART : Absente ; Madame JANNIN : Pour ; Monsieur KRZYZANSKI : Pour ; Monsieur LANNELONGUE : Pour ; Monsieur LEVITA : Pour ; Madame LLEDO : Contre ; Monsieur MAJDOUL : Pour ; Monsieur MALEK : Pour ; Madame MARION : Pour ; Madame MARSALA : Pour ; Monsieur MARTIN représenté par Monsieur ROUILLEAULT : Abstention ; Madame MIRALLES : Pour ; Madame NAVARRE : Pour ; Madame PEREZ : Pour ; Madame ROUSSEL-GALIANA : Pour ; Madame SANTARELLI : Pour ; Monsieur SAUREL : Pour ; Monsieur TORTORICI : Pour ; Monsieur TRAVIER : Pour ; Madame YAGUE : Pour ; Monsieur YOUSSEUS : Pour.

Murviel-lès-Montpellier, Madame TOUZARD : Abstention.

Pérols, Monsieur RICO : Pour ; Madame GIANIEL : Abstention.

Pignan, Madame CASSAR : Abstention ; Monsieur QUILES : Abstention.

Prades-le-Lez, Monsieur LUSSERT : Pour.

Restinclières, Monsieur BALAZUN : Pour.

Saint-Brès, Monsieur JAOUL : Pour.

Saint-Drézéry, Madame GALABRUN-BOULBES : Pour.

Saint Geniès des Mourgues, Monsieur PELLET : Pour.

Saint Georges d'Orques, Monsieur AUDRIN : Pour.

Saint Jean de Védas, Madame GUIRAUD : Pour ; Monsieur PETIT : Pour.

Saussan, Monsieur VERA : Abstention.

Sussargues, Madame LLORET : Pour.

Vendargues, Monsieur DUDIEUZERE : Pour.

Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur SEGURA : Pour ; Madame CLARAC : Pour.

Il y a trois absents : Monsieur MOYNIER, Monsieur BOUMAAZ, et Madame HART. Il y a deux votes contre, Madame BRISSAUD et Madame LLEDO. Il y a 20 abstentions. On ne s'appuie que sur les exprimés puisque

l'on ne compte pas les trois absents. Il y a donc 67 pour. Le budget de Montpellier Méditerranée Métropole a donc été voté avec deux votes contre et 20 abstentions.

A l'issue de cette opération de vote, la délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 67 voix.

Abstentions : 20 voix.

Contre : 2 voix.

*M. J-N. FOURCADE, M. G. LANNELONGUE et M. J. DOMERGUE sortent définitivement de séance après avoir participé au vote de l'affaire.*

## **AFFAIRE N° 5 : AFFECTATION DES SUBVENTIONS - ADOPTION**

*M. G. BALAZUN sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. Y. PELLET.*

*Mme I. GIANIEL sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme I. TOUZARD.*

*M. J-F. AUDRIN sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. M. FRAYSSE.*

*M. J-M ALAUZET sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. CLARAC.*

*Mme J. FRECHE sort définitivement de séance. (Plus de procuration pour M. J-P MOURE)*

*M. P. KRZYZANSKI sort de séance.*

### **Monsieur le Président**

Dans la mesure où il y a beaucoup d'élus qui ne prennent pas part au vote, je propose de faire des votes thématiques pour éviter les problèmes juridiques. Si j'enlève tous les élus qui ne doivent pas prendre part au vote, il n'y aurait plus personne dans l'hémicycle. Nous allons donc faire des votes thématiques. C'est la première fois que nous procédons de la sorte.

Je vous propose donc de voter d'abord les subventions à hauteur de 879 970 euros qui concernent les services généraux.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Rosy BUONO, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Régine ÎLLAIRE, Laurent JAOUL, Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstentions : 2.

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL et Mme Audrey LLEDO.

Concernant la sécurité, qui est contre ? Tous les élus peuvent prendre part au vote. Abstention ?

Adoptée à l'unanimité.

Affaire culture, sport, jeunesse, loisirs. 28 171 257 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Jackie GALABRUN-BOULBES, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER.

Adoptée à la majorité des voix exprimées.

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Catherine DARDE.

Aménagement des territoires et habitat.

Il s'agit de subventions de 423 953 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Philippe SAUREL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA.

Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.  
Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Action économique, fonctionnement. 3 482 320 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Thierry BREYSSE, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Annie YAGUE.

Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.  
Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Environnement, fonctionnement.  
Total de la subvention : 8 000 euros.

Tous les élus peuvent prendre part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?  
Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Aménagement des territoires, habitat, investissement.  
Subvention de 17 304 730 euros.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Fabien ABERT.

Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée.  
Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Action économique, investissement.  
9 437 013 euros.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Fabien ABERT, Valérie BARTHAS-ORSAL, Jean-Luc COUSQUER, Mylène FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Jean-Luc MEISSONNIER, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Environnement, investissement. 5 000 euros. Tout le monde peut prendre part au vote. Contre ? Abstention ?  
Une abstention. Adoptée.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Budget annexe transport. 1 214 000 euros en fonctionnement. Contre ? Abstention ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Abstention : 1.  
S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

Budget annexe des transports, investissement. 50 000 euros. Contre ? Abstention ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Régine ILLAIRE, Isabelle GIANIEL.

Adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

## **AFFAIRE N° 6 : MISSION D'INFORMATION ET D'EVALUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DE MUTUALISATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONSTITUTION - APPROBATION DES MODALITES DE DEPOT DES LISTES**

### **Monsieur Président**

C'est la demande qui a été formulée par Madame TOUZARD de mettre en place ce groupe, prévu par la loi. Nous allons le mettre en place selon les modalités inscrites dans la délibération. Qui demande la parole ?

### **Pierre BONNAL**

L'élection aura lieu au prochain Conseil. Au scrutin de liste, ce qui est positif. Mais, vous venez de dire que c'est le code qui prévoit trois mois comme durée de vie de la commission. Je ne sais pas. Je pense qu'il y a un gros travail à faire. Il y a de nombreux dossiers à étudier. Cela me paraît très court, trois mois.

### **Monsieur Président**

La commission qui était demandée fait partie des termes de la loi. Donc nous la mettons en place selon les termes de la loi.

### **Pierre BONNAL**

On en reparlera. On verra bien la rapidité de l'avancement des réflexions. Vous êtes passé très vite, Monsieur le Président, mais je me suis abstenu sur le vote sur les subventions parce que je n'ai pas trouvé que la subvention aux CASSC avait beaucoup augmenté alors que c'est une promesse qui avait été faite.

### **Monsieur Président**

C'est au prorata du nombre d'agents, me dit-on.

### **Pierre BONNAL**

On en discutera dans le cadre de l'harmonisation avec la Ville.

### **Monsieur Président**

Je mets aux voix l'affaire six. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Audrey LLEDO.

## **AFFAIRE N° 8 : ACTUALISATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DES DIVERS ORGANISMES - DESIGNATIONS**

*M. C. MEUNIER sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. E. PASTOR (Le pouvoir donné à M. MEUNIER par Mme C. DONADA est annulé).*

### **Monsieur Président**

Je propose pour Conseil de l'ITIC (Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication), comme titulaire moi-même et en suppléant Guy BARRAL. Pour le CROUS je propose la candidature d'Abdi EL KANDOUSSI. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je préside déjà l'institut.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

## **AFFAIRE N° 9 : MANDAT SPECIAL (MISSION ET REPRESENTATION) DES ELUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION**

### **Monsieur Président**

C'est la prise en charge des frais de mission qu'il faut renouveler pour l'année 2018. Qui demande la parole ?

### **Audrey LLEDO**

J'aimerais des précisions sur cette affaire. Notamment, combien ce budget prévoit de déplacements et de personnes. Car 40 000 euros représentent plus de trois ans de salaire pour une personne au SMIC. Cela me paraît une somme très importante et comme je ne suis pas en commission, j'aimerais avoir des détails.

### **Monsieur Président**

C'est tout simple : nous essayons d'avoir le moins de personnes possible et de dépenser le moins d'argent possible. Avec un maximum de rendement dans l'intérêt général de l'institution. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée. Un contre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

## **AFFAIRE N° 10 : ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION**

### **Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Un contre. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix.

Contre : 1.

A voté contre : Audrey LLEDO.

## **AFFAIRE N° 11 : COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - MODIFICATION - APPROBATION**

### **Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix.

## **AFFAIRE N° 12 : CONVENTION DE PROJET PARTENARIAL "ROUTE DE BEZIERS" AVEC LA SOCIETE SEP FONTAINE DE PONTOU POUR LA REALISATION DE 3 LOTS A BATIR SUR LA PARCELLE AN195 - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION DU PERIMETRE DU PUP - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme I. GUIRAUD et Mme M. CASSAR sortent de séance.*

### **Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

**AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROGRAMMES INVESTISSEMENTS D'AVENIR - « TERRITOIRES D'INNOVATION DE GRANDE AMBITION » - ACCORD DE CONSORTIUM INGENIERIE DU PROJET "LITTORAL +" - ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA REGION OCCITANIE**

**Monsieur Président**

Pas de demande intervention ? Voilà un beau projet avec la Région. Mais, dans ce projet, il y a un certain nombre de propositions qui avaient été faites par les universités qui n'ont pas été retenues. Nous y veillons avec Madame MARION. Pour que, dans la prochaine mouture, nous puissions les intégrer. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ASSOCIATION OPEN DATA FRANCE - AUGMENTATION DU TARIF DE L'ADHESION - APPROBATION**

*Mme C. NAVARRE sort définitivement de séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

**AFFAIRE N° 15 : FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER POUR DES ELUS ET DES AGENTS DE LA DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'EMPLOI DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Un contre. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 16 : PARTENARIAT MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2018 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 17 : BUSINESS INNOVATION CENTRE (BIC) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES (CAP OMEGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2018 - APPROBATION**

*Mme L. ACQUIER et M. J. VERA sortent de séance.*

**Monsieur Président**

Cette nuit, nous devrions avoir le résultat de notre classement international pour le BIC. Selon notre classement, nous ferons un point de presse demain. À 14h30. Si les résultats sont bons. Je pense que nous serons dans les cinq premiers mondiaux. Mais je voudrais connaître la place que nous occuperons parmi les cinq. Cela sera délibéré cette nuit. Je n'ai pas encore d'informations. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 77 voix.

**AFFAIRE N° 18 : PRISE EN CHARGES DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

*Mme C. JABADO sort de séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 75 voix.

**AFFAIRE N° 19 : ORGANISMES ECONOMIQUES EXTERIEURS - AUTORISATION D'ADHERER**

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Mylène FOURCADE, Chantal MARION, Brigitte ROUSSEL-GALIANA et Annie YAGUE ; MM. Philippe SAUREL et Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 70 voix.

**AFFAIRE N° 20 : MARCHE INTERNATIONAL DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER 2018 - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SERM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : MM. Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Philippe SAUREL et Sauveur TORTORICI.  
Contre ? Un contre. Abstention ? Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.  
Pour : 71 voix.  
Contre : 1.  
A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 21 : CONVENTION DE PARTENARIAT 2018 ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER - ACTIONS DESIGN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.  
Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 74 voix.



**AFFAIRE N° 22 : ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRE FILIERE VITICOLE A CHENGDU (CHINE) DU 17 AU 25 MARS 2018 - PARTICIPATION A LA FOIRE DES VINS ET SPIRITUEUX - FINANCEMENT DE LA MISSION - APPROBATION**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix.

**AFFAIRE N° 23 : CORUM, PALAIS DES CONGRES, OPERA ET ZENITH SUD - EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS - CHOIX DU FUTUR MODE DE GESTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mmes L. ACQUIER, M. CASSAR, I. GUIRAUD, C. JABADO ; MM. P. KRZYZANSKI et J. VERA entrent en séance.*

*Mme I. TOUZARD sort de séance.*

**Monsieur Président**

Monsieur KRZYZANSKI et Madame LEVY-RAMEAU ne prennent pas part au vote.

Aujourd'hui, la Région est propriétaire de l'Aréna et du parc des expositions. La Ville est propriétaire du Zénith et du Corum. La DSP Corum Zénith est bénéficiaire. La DSP Arena parc des expositions est déficitaire. De plus, il y a des travaux à entrevoir sur le parc des expositions. Nous avons négocié avec la Région. Nous allons concevoir deux SPL différentes. La première intégrera le Zénith et le Corum et je la présiderai. La Région sera partenaire à 40 %. 60 % pour la Métropole. L'autre sera présidée par Madame DELGA et intégrera le parc exposition et l'Aréna. La Région possèdera 60 % et la Métropole 40. Au-dessus des deux SPL, il y aura un GIE qui sera dirigé par le Directeur de Montpellier Events. Ce qui permettra d'équilibrer la place des collectivités dans la structure. Moyennant cela, la Région apporte 50 millions d'euros. Pour l'équilibre des comptes. Et elle s'est engagée à subventionner, à hauteur de 7 millions d'euros, la première tranche de travaux sur le parc exposition. On peut considérer que c'est un accord qui est équilibré entre la Région et la Métropole.

Surtout, cela permet de sauver cette structure qui aurait connu un échec en moins de six mois. Et nous sauvons donc tous les emplois de la structure. Je perds la présidence du GIE mais cela n'a que peu d'importance par rapport au fait que la structure soit maintenue. C'est le Directeur qui la présidera. Je pense que c'est un accord éclairé de la part de la Région et de la Métropole qui nous permet de sauvegarder les emplois, le volume d'affaires et de rester quand même aux manettes. Pour la Région plus sur son territoire composé de l'Aréna et du parc des expositions et, pour nous, sur les équipements du Zénith et du Corum.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal LÉVY-RAMEAU et M. Pascal KRZYZANSKI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Abstention: 1 voix.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 24 : CONSTRUCTION DE 44 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « CANTELOUP », CHEMIN DES CANTELOUPS A COURNONTERRAL - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme I. JANNIN sort de séance.*

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN et M. Sauveur TORTORICI.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 78 voix.

**AFFAIRE N° 25 : CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « TEMPO », RUE ANTOINE GARCIA A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.  
Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 26 : CONSTRUCTION DE 101 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE PRADO CONCORDE », PLACE CHARLES DE GAULLE A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN et M. Sauveur TORTORICI.  
Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 78 voix.

**AFFAIRE N° 27 : CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « MODERN'ART », 42 RUE PROUDHON A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme V. PEREZ sort de séance.*

**Monsieur Président**

C'est là que nous établirons un petit programme qui permettra de financer les archives par les charges foncières qu'il générera ce qui nous permettra d'avoir avec le Département un bon accord sur le rachat de la chapelle des Récollets qui appartient toujours au Département et qu'il a promis de nous céder.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN et Chantal LÉVY-RAMEAU ; MM. Yvon PELLET et Noël SEGURA.  
Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 76 voix.

**AFFAIRE N° 28 : CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SELENA », RUE DE LA GARE A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEUS.  
Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 29 : OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE VINGT-CINQ LOGEMENTS ET DES PARTIES COMMUNES DE DEUX COPROPRIETES SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. L. JAOUL sort de séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 30 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - CONTRIBUTION VOLONTAIRE D'EDF - CONVENTION - AUTORISATION**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 31 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - PARTICIPATION VOLONTAIRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION**

*MM. R. CAIZERGUES et T. BREYSSE sortent de séance.*

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Chantal CLARAC, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET et Brigitte ROUSSEL-GALIANA ; MM. Thierry BREYSSE, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Pascal KRZYZANSKI, Jean-Marc LUSSERT et Jean-Luc SAVY.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 65 voix.

**AFFAIRE N° 32 : FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ACTIONS LOGEMENT 2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ISSUE ET CCAS MONTPELLIER**

**Monsieur Président**

Vérifiez qui ne prend pas part au vote.

**Audrey LLEDO**

Je le demande régulièrement, je voudrais savoir s'il est possible d'avoir un vote par division.

**Monsieur le Président**

On ne peut pas.

**Audrey LLEDO**

Donc, je serais obligée de voter contre.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 33 : ASSOCIATION INFORMATIQUE PLUS - CHANTIER D'INSERTION NUMERIQUE @ WORK - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 34 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 35 : CONVENTION-CADRE COLLABORATION CULTURELLE AVEC LA SOCIETE NATIONALE DE RADIO FRANCE ET LA REGION OCCITANIE RELATIVE AU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU et Caroline NAVARRE ; MM. Renaud CALVAT et Bernard TRAVIER.

Contre ? Abstention ? Un contre, Madame LLEDO. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix.

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 36 : CREATION D'UN BUREAU D'ACCUEIL DES TOURNAGES METROPOLITAIN MUTUALISE AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION**

*Mmes V. PEREZ, S. JANNIN et M. R. CAIZERGUES entrent en séance.*

**Monsieur Président**

Cela a été proposé à tous les maires. Je rappelle que la Région est partie prenante, aussi.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 37 : DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION A LA MANIFESTATION LITTERAIRE "PARTIR EN LIVRE 2018" ET PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES AUTEURS INVITES - APPROBATION**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

Contre : 1.

A voté contre : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 38 : DIRECTION DE LA CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - ADHESION A LA CINEMATHEQUE DU FILM DOCUMENTAIRE - APPROBATION**

*M. N. SEGURA sort de séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 39 : MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SERVICE DE PROBATION ET D'INSERTION PENITENTIAIRE DE L'HERAULT, LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES ET LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. L. JAOUL entre en séance.*

**Monsieur Président**

Madame KERANGUEVEN ne prend pas part au vote.

**Bernard TRAVIER**

C'est une convention qui réunit le musée Fabre, le SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation) et la DRAC. En vertu de ce programme, 10 détenus volontaires de la maison d'arrêt participent à un travail, durant l'année, avec le musée Fabre, soit en atelier soit en visitant les collections et les expositions. Le musée met donc à disposition les moyens et l'administration pénitentiaire assure le convoyage, etc. Le tout s'inscrit dans le programme culture justice. C'est, je crois, le seul musée de France qui organise ce genre d'opération.

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix.

Abstention : 1.

S'est abstenue : Mme Audrey LLEDO.

**AFFAIRE N° 40 : MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT AVEC L'HOTEL OCEANIA LE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Sonia KERANGUEVEN.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix.

**AFFAIRE N° 41 : RELOCALISATION DU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) SUR LE SITE DE L'ANCIENNE MATERNITE GRASSET-DECLARATION DE PROJET EMPORTANT APPROBATION DES NOUVELLES DISPOSITIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER - ADOPTION**

*M. T. BREYSSE entre en séance.*

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Michèle DRAY-FITOUSSI et Jackie GALABRUN-BOULBES ; MM. Guy BARRAL, Thierry BREYSSE, Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Arnaud MOYNIER et Eric PASTOR.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

**AFFAIRE N° 42 : CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL - CONVENTION D'OCCUPATION DE L'AGORA, CITE INTERNATIONALE DE LA DANSE AVEC L'ASSOCIATION MONTPELLIER DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme R. BUONO sort de séance.*

**Monsieur Président**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Rosy BUONO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Jackie GALABRUN-BOULBES, Sonia KERANGUEVEN et Isabelle MARSALA ; MM. Guy BARRAL, Thierry BREYSSE, Henri de VERBIZIER, Laurent JAOU, Jean-Marc LUSSERT, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY et Bernard TRAVIER.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix.

**AFFAIRE N° 43 : RESEAU DES PISCINES - OPERATION LA NUIT DE L'EAU - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE COMITE FRANÇAIS POUR L'UNICEF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. N. SEGURA entre en séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

**AFFAIRE N° 44 : COMPLEXE SPORTIF JULES RIMET A SUSSARGUES - GESTION DES INSTALLATIONS - CONVENTION DE GESTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

**AFFAIRE N° 45 : DEMETER - CENTRE DE TRI DES DECHETS RECYCLABLES SECS - RENOVATION & EXTENSION DU CENTRE DE TRI - DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE**

*Mme A. LLEDO sort définitivement de séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

**AFFAIRE N° 46 : APPEL A PROJETS "SOLUTIONS INTEGREES DE MOBILITE GNV" - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE SEVEN - AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT DE GME**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.



**AFFAIRE N° 47 : CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Renaud CALVAT**

Je m'adresse aux services juridiques mais, par mesure de précaution, je ne prendrai pas part au vote étant salarié en disponibilité de cet établissement public.

**Monsieur le Président**

On ajoute donc Monsieur CALVAT.

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes, Titina DASYLVA, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE et Stéphanie JANNIN, MM. Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Laurent JAOU, Jean-Marc LUSSET, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA et Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 67 voix.

**AFFAIRE N° 48 : REHABILITATION DU CHATEAU DE BOCAUD ET AMENAGEMENT DU CŒUR DE VILLE - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE JACOU - APPROBATION- AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme R. BUONO entre en séance.*

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 81 voix.

**AFFAIRE N° 49 : MONTPELLIER - REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS AUX ABORDS DU NOUVEAU MONUMENT "LE JARDIN DES HEROS" - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur Président**

Vous savez que le monument aux morts de Montpellier était le seul, dans le département, à ne pas porter le nom des enfants de Montpellier tombés en 1914. Ils étaient dans la crypte. Contrairement à vous, dans les communes, où sont inscrits les noms de ceux qui sont tombés au chemin des Dames, aux Dardanelles, ou ailleurs. A Montpellier, il n'y avait pas un seul nom sur le monument aux morts. Vous savez combien la grande guerre a été effroyable dans toutes les familles. Si bien que, même les monuments aux morts civils ont été érigés pour certains dans les églises. Comme par exemple à Pérols. Nous avons donc sorti toutes les plaques et les avons affichées au frontispice du monument aux morts. Il se trouve que les archives nationales et les recherches qui ont été menées par les archives et par Madame ACQUIER ont montré qu'il manquait 500 noms de Montpelliérains tombés. Nous allons donc les rajouter. Et nous rajouterons aussi ceux qui sont tombés à la guerre d'Indochine, à la guerre d'Algérie, et sur le théâtre des opérations étrangères de l'armée française et notamment ceux issus des familles de Montpellier. En même temps, dans ce jardin des héros, même si c'est un peu une terminologie soviétique, j'en conviens, nous mettrons une stèle qui portera les noms des trois députés qui ont refusé les pleins pouvoirs à Pétain. Trois députés de l'Hérault. Jules MOCH, Vincent BADIE, et Paul BOULET, ancien Maire de Montpellier. Je crois que tout le monde sera d'accord avec cela. C'est pour cela que ce sont des héros.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

**AFFAIRE N° 50 : MISSION FES (MAROC) DU 28 FEVRIER AU 2 MARS - PARTICIPATION AU CONGRES FRANCO-MAROCAIN DE PATHOLOGIE DU SOMMEIL - AUTORISATION DE LA MISSION**

**Monsieur Président**

Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**Monsieur Président**

Chers collègues, merci de votre participation active.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h00.